

Sur le chemin cahoteux de Hong Kong : les membres de l'OMC partagés entre espoir et incertitudes

L'évolution en dents-de-scie des négociations commerciales multilatérales à l'OMC et la multiplicité des facteurs exogènes qui les influencent rendent aujourd'hui très malaisée toute tentative de prévoir avec exactitude l'issue de ce cycle à quelques mois de la conférence ministérielle de Hong Kong. En mai, deux événements majeurs ont ravivé l'espoir des membres de parvenir à des « premières approximations » en juillet, d'un cadre que les membres pourront étoffer et adopter en décembre. Le premier concerne la percée faite le 4 mai dernier lors de la mini ministérielle de Paris sur une question technique liée aux tarifs agricoles qui avait effectivement bloqué les discussions commerciales de la série de négociations de Doha. Quant au deuxième, il a trait au fait que les membres de l'OMC aient réussi, sans trop de difficultés apparentes, à trouver un consensus autour de la personne de Pascal Lamy, connaisseur incontesté du système commercial international, politique chevronné et partisan (en tout cas en théorie) de la nécessité de renforcer le lien entre commerce et développement, pour remplacer le Thaïlandais Supatchai Panitchpakdi à la tête de l'OMC en septembre prochain.

Mais vu de près, l'évolution lente des négociations sur certains sujets, la faiblesse du niveau des engagements dans d'autres et la prise en compte de facteurs politiques complexes extérieurs à l'OMC suggèrent qu'il faudra à l'organisation commerciale multilatérale plus que le talent incontestable de Pascal Lamy ou le compromis sur les *équivalents ad valorem* pour traverser les turbulences de juillet et maintenir un bon cap qui pourrait déboucher sur un accord en décembre. Parmi les sources d'incertitudes qui peuvent jeter une ombre sur l'issue du cycle de Doha, on peut citer notamment le contexte politique européen post-référendaire et le départ de l'ambassadeur néo-zélandais Tim Groser de la présidence des négociations agricoles.

Optimisme mesuré des ministres quant aux « approximations » de juillet

Le compromis obtenu à Paris sur les modes de conversion des tarifs spécifiques pour les produits agricoles (ceux fondés sur les quantités importées) en *équivalents ad valorem*, fondés sur la valeur, a ravivé l'espoir des membres de l'OMC de réussir à s'entendre sur un cadre approximatif à la fin du mois de juillet. Le consensus de Paris sur les AVE a donné aux négociations agricoles une impulsion qui lui faisait cruellement défaut depuis l'accord-cadre du 1^{er} août 2004.

Selon le résumé des travaux, préparé par le président de la réunion, John Tsang, Secrétaire au commerce de Hong Kong, les cinq gouvernements qui ont élaboré le mémorandum s'étaient « engagés à travailler avec le président du groupe de négociation de l'agriculture à susciter un consensus » sur ce texte, à Genève. En plus de l'agriculture, le résumé de Tsang - en tant que document informel non entériné - spécifie également que les participants à la mini ministérielle de Paris ont convenu de la nécessité d'élargir l'accès aux marchés pour les produits non agricoles et que « un abaissement substantiel des tarifs, en particulier des crêtes tarifaires, de la progressivité des droits et des tarifs élevés ... était souhaitable. » Le texte indique que les ministres ont encouragé leurs responsables du commerce à « rechercher des éléments communs » dans les différentes propositions actuellement sur la table, dans les négociations sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, afin d'élaborer une formule de réduction tarifaire acceptable.

Sur les services, les questions de développement et la facilitation des échanges et les règles de l'OMC aussi, les membres ont appelé à des progrès pouvant concourir ensemble à faire avancer les discussions dans la bonne direction.

Mais qu'on ne s'y trompe pas. Dans les négociations commerciales où la logique de la défense des intérêts particuliers prend le pas sur toute autre considération, on sait depuis Cancun que les volontés exprimées et les déclarations d'intention ne se traduisent pas toujours en acte. Quelle que soit la force des positions de négociation, elles sont toujours traversées par des principes politiques qui eux, sont changeants et fluctuent au gré des bouleversements dans les contextes nationaux, régionaux ou internationaux. Et les ministres comprennent que leur espoir de parvenir à des approximations sont assujettis à un ensemble de facteurs internes et externes à l'OMC qui vont influencer d'une manière ou d'une autre l'évolution de leurs négociations.

Sommaire

Sauvegardes spéciales : Un mécanisme de prix plancher pour les pays en développement	2
Décrypter le différend du coton	3
Quelle est la prochaine étape pour le commerce du coton ? un point de vue du Brésil	5
Agriculture : le G20 et le G33 émettent des positions sur les produits spéciaux, les mesures de sauvegarde spéciale et la catégorie verte ; Un compromis trouvé sur les <i>équivalents ad valorem</i>	7
Ministres du commerce de l'Union africaine : une feuille de route balise la voie pour Hong Kong	13
Publications et Evénements	24

Des divergences et controverses à l'OMC...

Plusieurs sujets majeurs, objets de controverses, rendront difficile l'obtention d'un accord à l'OMC. Trois apparaissant comme particulièrement préoccupants : l'agriculture, les services et l'accès aux marchés pour les produits non agricoles.

Pour l'agriculture, point épineux des négociations commerciales malgré le

Sauvegardes spéciales : Un mécanisme de prix plancher pour les pays en développement

Alberto Valdés*

Le paragraphe 42 de l'Ensemble de résultats de juillet énonce qu'un mécanisme de sauvegarde spéciale pour l'agriculture « sera établi pour utilisation par les pays en développement Membres », mais ne dit rien sur la forme qu'il devrait prendre. Une solution pragmatique serait de fonder le nouvel instrument sur une modification du mécanisme de prix plancher au titre de la sauvegarde spéciale existante dans le domaine de l'agriculture. La décision d'établir un mécanisme de sauvegarde spéciale est une réponse aux préoccupations des pays en développement concernant le fait que la baisse des tarifs consolidés réduira leur capacité à se protéger contre l'instabilité des marchés agricoles et les rendra plus vulnérables à de brusques poussées des importations. Ces préoccupations sont d'une importance particulière pour les pays à faible revenu où l'agriculture emploie près de trois quarts de la force de travail et génère environ 30% du PIB. En outre, les pays à faible revenu manquent de ressources fiscales pour gérer de longues périodes de baisse des prix et compenser leurs agricultures à travers le soutien interne. Ces pays disposent également de moins d'instruments alternatifs pour contrer la forte probabilité de périodes de baisse des prix intérieurs qui pourraient découler d'une réduction tarifaire accrue. De fait, sans accès à un mécanisme de sauvegarde qui pourrait compenser les baisses de prix possibles, les pays en développement pourraient être peu disposés à prendre des mesures de libéralisation plus profonde, en particulier en ce qui concerne l'abaissement des niveaux tarifaires consolidés élevés.

Une sauvegarde spéciale est déjà prévue au titre de l'article 5 de l'Accord sur l'agriculture. L'accès à ce mécanisme permet aux pays d'imposer un droit additionnel supérieur à leurs niveaux tarifaires consolidés pour certains produits, si les importations excèdent un volume donné (volume de déclenchement), ou si le prix du produit tombe au-dessous d'un seuil (prix de déclenchement). Le recours à la sauvegarde spéciale est toutefois limité aux Membres de l'OMC qui ont entrepris la tarification – la conversion de leurs mesures non tarifaires (tels que les contingents d'importation et d'autres restrictions aux frontières) en tarifs, au moyen d'une formule spécifiée – à la fin du Cycle d'Uruguay. Durant ces négociations, il avait été donné aux Membres le choix entre soit, appliquer la formule de tarification, soit consolider les plafonds tarifaires. La plupart des pays en développement avaient opté pour la seconde formule, créant une anomalie, dans la mesure où seulement 22 pays en développement (et 17 développés) ont accès à la sauvegarde spéciale. Même parmi les pays en développement pouvant prétendre à une sauvegarde spéciale, celle-ci a été peu utilisée, en pratique. C'est ce contexte qui a amené l'accord sur l'ensemble de résultats de juillet à mettre en place le mécanisme de sauvegarde spéciale comme nouvelle sauvegarde à la disposition de tous les pays pauvres.

Principes pour l'établissement du Mécanisme de sauvegarde spéciale

Le Mécanisme pourrait être établi en adaptant la sauvegarde spéciale existante pour permettre aux pays en développement, avec certaines restrictions, d'appliquer des tarifs excédant leurs plafonds consolidés afin de protéger contre des dommages les producteurs nationaux par ailleurs compétitifs, durant des périodes temporaires de forte baisse des prix. Pour répondre à cet objectif, les modifications à apporter à la sauvegarde spéciale devraient respecter cinq principes de base :

- * Toute modification à apporter à la sauvegarde spéciale devrait rehausser les échanges en réduisant la protection générale.
- * Les sauvegardes ne devraient pas être utilisées pour isoler les producteurs de l'évolution à long terme des prix mondiaux. Elles devraient plutôt être appliquées de manière systématique, dans le temps, pour garantir la crédibilité, et être limitées à un petit nombre de produits sensibles.
- * Toute modification devrait prendre en compte la question de la persistance des fléchissements de prix (ces fléchissements peuvent durer plus d'une année).
- * Les sauvegardes ne devraient pas remplacer de manière durable les soutiens purement internes qui minimisent les distorsions des échanges.
- * Quel que soit mécanisme de sauvegarde adopté, il devrait être transparent, difficile à manipuler et ne devrait pas isoler les producteurs des tendances à long terme.

Volumes de déclenchement

Les volumes de déclenchement des mécanismes de sauvegarde ont leurs inconvénients. Sur un plan pratique, de nombreux pays en développement ne disposent pas de ressources en matière d'information pour déterminer les flux d'importation en temps réel ou les possibilités de brusques poussées des importations. En second lieu, les volumes de déclenchement peuvent ne pas être liés à des baisses de prix, donc ne pas concorder avec le principe de protection des secteurs potentiellement compétitifs. Si le recours aux volumes de déclenchement a l'avantage d'être fondé sur un événement vérifiable, les dommages causés au secteur national ne sont pas dus au volume des importations, mais à la réduction du revenu net du producteur, liée à la baisse des prix.

Par exemple, une forte hausse des importations pourrait être liée à des récoltes insuffisantes. Ainsi, les prix intérieurs pourraient de fait être en hausse alors que les importations augmentent, ce qui rend difficile de justifier l'imposition de droits additionnels sur la base du maintien d'un prix plancher pour protéger un secteur viable. Dans ce cas, le volume de déclenchement n'indiquerait pas, de manière fiable, les dommages causés au secteur, ce qui est l'événement ultime à vérifier. De plus, les brusques poussées du volume des importations sont souvent ex post ; elles suivent des chutes de prix. Une baisse du prix franco frontière pourrait entraîner

* Alberto Valdés est un consultant indépendant basé à Santiago du Chili. William Foster est professeur au département d'économie agricole de l'Universidad Católica du Chili. Cet article est basé sur une étude plus longue, préparée en juin 2005

Décrypter le différend du coton

Tim Josling*

Le différend intenté à l'OMC par le Brésil contre les subventions au coton américaines est la contestation juridique jusqu'ici la plus large, contre les politiques agricoles des pays développés. Survenant à un moment où la réforme plus poussée de ces politiques est en cours de discussion dans le Cycle de Doha, la décision a ajouté une autre dimension au processus de restructuration des subventions agricoles en vue d'en réduire les impacts sur le commerce.

La contestation et la négociation sont à présent étroitement imbriquées et les législateurs en viennent à prendre la mesure des contraintes imposées aux politiques agricoles nationales par l'Accord de l'OMC sur l'agriculture et les autres accords conclus dans le Cycle d'Uruguay.

En mars, l'Organe de règlement des différends a accepté le rapport du groupe spécial, modifié par l'Organe d'appel, dans le différend sur les subventions au coton américaines. Le groupe spécial avait constaté que plusieurs sections du programme américain sur le coton, ainsi que certaines dispositions qui y sont liées, contrevenaient aux règles de l'OMC. Pendant de nombreuses années, le coton upland a bénéficié du soutien au titre des 'programme crops' 'récoltes liées à des programmes' au titre de la politique agricole américaine. Le Brésil est en concurrence sur le même marché mondial et soutient qu'il le fait sans subventions significatives. Lorsque les prix étaient particulièrement bas, en 1999-2001, les exportateurs de coton brésiliens ont constaté des pertes de part de marché en faveur des États-Unis. Ils ont soutenu que les niveaux constamment élevés de la production et des exportations aux États-Unis résultaient directement des versements des programmes qui permettaient aux producteurs américains de continuer à mener leur activité même lorsque les coûts de production excédaient le prix du marché.

La contestation des subventions agricoles à travers les procédures de règlement des différends de l'OMC n'est pas chose rare.¹ Un différend à l'OMC contre les États-Unis était considéré comme une initiative téméraire par le Brésil, déterminé à recourir pleinement aux dispositions existantes des accords sur les subventions, au lieu d'attendre que ces subventions ne soient réduites à travers la négociation. Si ceci a rehaussé les pressions exercées sur les États-Unis et d'autres pays pour les amener à proposer des réductions dans les négociations, ce serait un avantage secondaire. Mais la contestation avait également eu pour effet de mettre l'accent sur la mesure dans laquelle les politiques nationales sont à présent

contraintes par les accords multilatéraux, et ceci pourrait affaiblir le soutien à des contraintes supplémentaires et pourrait même saper le soutien traditionnel des intérêts agricoles américains en faveur de la libéralisation des échanges.

Les constatations

On peut résumer les décisions du groupe spécial en se concentrant sur les neuf éléments des programmes américains qui faisaient l'objet de la contestation brésilienne (voir tableau ci-dessous). Cinq de ces éléments (versements directs, versements au titre de contrats de flexibilité de la production, versements d'aide pour perte de parts de marché, versements contracycliques et versements au titre du programme de prêts à la commercialisation) relèvent des instruments majeurs de la politique adoptée pour les 'récoltes liées à des programmes' dans les Farm Bills qui couvrent la période 1999-2003.² Deux autres sont spécifiques au coton (Subventions au titre du programme Step 2 et versements pour les graines de coton), et les deux autres sont d'application plus générale (assurance sur les récoltes et garanties de crédit à l'exportation). Le Groupe spécial s'est prononcé fondamentalement sur deux questions : le point de savoir si ces subventions étaient autorisées ou prohibées et si elles causaient 'un préjudice grave' (même si elles étaient autorisées) au Brésil.

Le groupe spécial a décidé que les deux subventions qui n'étaient pas subordonnées aux prix (et qui n'avaient donc pas été notifiées par les États-Unis comme étant de la catégorie verte) n'étaient pas la cause de la 'déprime des prix' sur les marchés mondiaux. Il a toutefois été déterminé qu'elles contenaient des dispositions qui les rendaient inéligibles pour la catégorie verte : spécifiquement, les restrictions sur les récoltes alternatives que les agriculteurs pouvaient planter sur les terres cotonnières. Selon le Groupe spécial, celles-ci permettraient de conserver davantage de superficies pour cette récolte que des versements totalement 'découplés' ne l'auraient permis. Il a été déterminé que les trois subventions subordonnées aux prix ont entraîné la déprime des prix en raison de leur incidence sur le maintien de la production cotonnière à un niveau élevé, aux États-Unis, à une période où les prix mondiaux étaient faibles.

Le groupe spécial a décidé que les subventions du programme Step 2 versées aux utilisateurs nationaux étaient prohibées au titre de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (SMC) et que les subventions du programme Step 2 à la disposi-

(suite à la page 4)

* Tim Josling est associé de recherche principal (Senior Fellow) à Stanford Institute for International Studies, professeur émérite, Stanford University, et professeur associé, Imperial College à Wye. Il est membre d'IPC (International Policy Council). Les opinions qu'il exprime dans cet article ne devraient être attribuées à aucune de ces institutions.

¹ Un différend majeur a été la plainte contre la politique laitière du Canada. Le succès dans ce différend a mené directement au différend concernant le sucre de l'UE, actuellement à l'examen dans l'Organe d'appel. Une autre exception a été le différend sur les oléagineux, intenté par les États-Unis contre l'UE. La résolution de ce différend a ouvert la voie à l'Accord sur l'agriculture dans le Cycle d'Uruguay.

² Les versements au titre de contrats de flexibilité de la production ont été autorisés aux fins de la FAIR Act de 1996, et les versements d'aide pour perte de parts de marché ont été ajoutés comme mesures d'urgence en 1998-2001. La FSRI Act (2002) les a remplacés par des versements directs et des versements contracycliques. Les prêts à la commercialisation pour le coton sont en place depuis 1986 et les subventions au titre du programme Step 2 depuis 1990. Les versements pour les graines de coton sont des versements d'urgence autorisés par l'ARP Act, en 2000. L'assurance sur les récoltes est autorisée par la Federal Crop Insurance Act.

Décrypter le différend du coton ... (suite de la page 3)

Programmes américains sur le coton et principaux éléments de la décision du Groupe spécial

Programme	Décision Groupe spécial/ORD	Mesure corrective
Versements directs	Ne peuvent prétendre à la catégorie verte en raison des restrictions concernant l'utilisation des terres. N'entraînent pas de déprime des prix significative sur les marchés mondiaux.	Par implication, notifier de nouveau le soutien interne des dernières années.
Versements au titre de contrats de flexibilité de la production	Ne peuvent prétendre à la catégorie verte en raison des restrictions concernant l'utilisation des terres. N'entraînent pas de déprime des prix significative sur les marchés mondiaux.	Comme ci-dessus.
Versements d'aide pour perte de parts de marché	Ont provoqué une déprime significative des prix sur le marché mondial.	Prendre des mesures pour supprimer les effets négatifs ou retirer la subvention.
Versements contracycliques	Ont provoqué une déprime significative des prix sur le marché mondial.	Comme ci-dessus.
Versements au titre du programme de prêts à la commercialisation	Ont provoqué une déprime significative des prix sur le marché mondial.	Comme ci-dessus.
Versements au titre du Programme Step 2	Ont provoqué une déprime significative des prix sur le marché mondial. Pour les utilisateurs nationaux, les versements étaient une subvention au remplacement des importations. Pour les exportateurs, les versements étaient des subventions à l'exportation non incluses dans la Liste américaine.	Prendre des mesures pour supprimer les effets négatifs ou retirer la subvention. Supprimer les subventions des importations et les subventions à l'exportation prohibées d'ici juillet 2005.
Versements graines de coton	N'entraînent pas de déprime des prix significative sur les marchés mondiaux.	Aucune mesure impliquée.
Assurance pour les récoltes	N'entraînent pas de déprime des prix significative sur les marchés mondiaux.	Aucune mesure impliquée.
Garanties de crédit à l'exportation	Les garanties de crédit pour le coton (et plusieurs autres produits) sont des subventions à l'exportation non incluses dans la Liste américaine (la subvention aux exportations de riz a dépassé le niveau prévu dans la Liste).	Supprimer les subventions à l'exportation prohibées d'ici juillet 2005.

Source : L'auteur, sur la base du rapport du Groupe spécial de l'OMC

tion des exportateurs étaient prohibées parce qu'elles n'étaient pas comprises dans la Liste américaine de subventions. De plus, les subventions au titre du programme Step 2 entraînaient également une baisse significative des prix sur les marchés mondiaux. Il a été déterminé que les subventions aux graines de coton et les versements d'assurances sur les récoltes n'ont pas entraîné de déprime des prix et n'étaient pas des subventions prohibées.

Enfin, le groupe spécial a décidé que l'ensemble de garanties de crédit à l'exportation à la disposition des producteurs de coton américains lorsqu'ils vendent sur des marchés étrangers où les risques pour le crédit sont un facteur, constituaient une subvention à l'exportation. Du fait la Liste américaine ne contenait aucune subvention de ce type, cette subvention était de fait prohibée.

Incidences sur la politique agricole américaine

La décision du groupe spécial exige des États-Unis qu'ils mettent un terme aux subventions prohibées dans un délai de six mois à compter de l'adoption du rapport, ou au plus tard, d'ici le 1^{er} juillet 2005. Ceci s'appliquerait aux versements au titre du programme Step 2, aux utilisateurs nationaux comme aux exportateurs, et aux crédits de garantie des exportations pour le coton. Les États-Unis pourraient procéder à ces changements dans leur législation sans avoir à attendre la prochaine Farm Bill, prévue pour 2007. Des versements équivalents pourraient être faits aux producteurs de manière à ne pas impliquer de subventions aux industries de transformation. Les crédits à l'exportation pourraient être accordés sur

(suite à la page 16)

Quelle est la prochaine étape pour le commerce du coton ? un point de vue du Brésil

Pedro de Camargo Neto*

La décision finale sur le différend du coton fournit de nombreuses leçons et crée une foule d'opportunités. Il est à espérer que l'ampleur de cette importante victoire influera sur les efforts déployés par les pays en développement dans la recherche d'un environnement équitable pour le commerce international des produits agricoles.

La première leçon significative est que oui, c'est possible. Un pays en développement peut contester les énormes distorsions du commerce des produits agricoles et en sortir victorieux. Le système multilatéral fondé sur des règles a montré qu'il pouvait apporter des résultats, et pas seulement pour les plus puissants.

Il est vrai qu'il faudra encore apporter quelques améliorations majeures au système. Le coton en est un excellent exemple. Quatre PMA africains affectés par les subventions accordées dans les pays riches ont choisi de ne pas recourir à la voie normale du règlement des différends ; le fait qu'ils aient jugé nécessaire de lancer plutôt l'Initiative sur le coton montre bien que le système multilatéral de règlement des différends doit être modifié. La décision de l'Organe d'appel fournit une incitation pour continuer à améliorer davantage l'OMC.

Le différend sur le coton a de nombreux angles. Concernant le programme Step 2, la décision montre qu'un programme manifestement illégal a été utilisé, apparemment sans que personne ne le remarque, pendant de nombreuses années. L'existence même du Programme Step 2 aurait justifié un différend, il y a des années.

Comment un programme aussi incompatible avec les règles de l'OMC pouvait-il passer inaperçu ? Pourquoi ceci n'a-t-il pas été abordé dans les réunions du Mécanisme de réexamen des politiques commerciales ? Y a-t-il d'autres programmes illicites du type Step 2 pour d'autres produits et dans d'autres pays ? Comment pouvons-nous éviter et prévenir les différends ? Comment le personnel de l'OMC peut-il aider les pays en développement à mener ce type d'analyse ? Le système commercial multilatéral a-t-il besoin d'un organe indépendant doté de capacités analytiques et en mesure de veiller à l'application des lois pour garantir que les accords signés après des années de dures négociations sont effectivement respectés ?

L'affaire du coton a précédé les opportunités offertes par l'expiration de la Clause de paix, énoncée dans l'article XIII de l'Accord sur l'agriculture. Le non respect des restrictions oubliées, imposées sur les subventions, en 1992, a permis de recourir à l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, deux ans avant la Clause de paix. Aujourd'hui, débarrassées des contraintes de l'Article XIII, toutes les subventions agricoles peuvent potentiellement être contestées.

Les pays en développement sont-ils en train d'analyser les opportunités créées par l'expiration de la Clause de paix ? Le « préjudice grave aux intérêts d'un autre Membre » donne-t-il lieu à une action ? Pourquoi les pays exportateurs de riz tolèrent-ils toujours les fortes subventions américaines ? Comment l'Union européenne pourrait-elle même proposer de rehausser les subventions sur les exportations de blé ? Les distorsions sur le marché laitier international peuvent-elles à terme être contestées ?

Distorsions et contestation

Les litiges ne remplaceront jamais la négociation ; ils surviennent en l'absence de négociation. L'affaire du coton reflète la mauvaise orientation suivie par la politique agricole nationale américaine au cours des dernières années, tout comme celle du sucre reflète le manque de progrès même minimaux dans le commerce du sucre depuis le Cycle d'Uruguay.

Nous travaillons sur ceci depuis près de deux décennies. Le moment est venu. L'absence d'accord négocié élargira certainement le recours aux différends. Il n'est pas simple de prouver le « préjudice grave ». Il est coûteux et laborieux de préparer des différends, mais c'est possible, comme le montre l'affaire du coton. Aujourd'hui, les subventions – qu'elles soient au titre de la catégorie bleue, ambrée, de minimis ou supposée verte – relèvent toutes de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires. Cette alternative n'a jamais existé auparavant.

Prochaines étapes immédiates

La décision de l'Organe d'appel nous fixe une base. Des progrès peuvent être réalisés avant la conclusion des négociations du Cycle de Doha. Les subventions que l'on prétend être de la catégorie verte qui ne répondent pas pleinement aux critères convenus devraient être modifiées. Les subventions au titre des catégories ambrée et bleue qui peuvent aussi aisément causer des préjudices devraient être réduites ou contestées. Il devrait être clair que ceci est en souffrance depuis le Cycle d'Uruguay. Ces modifications doivent être apportées – sans contreparties – avant que les Membres ne prennent de nouveaux engagements à la suite des négociations du Cycle de Doha.

Il faudrait prêter une attention spéciale à la mise en œuvre de la décision. Le 1er juillet approche et nous verrons s'il sera mis un terme au programme Step 2. Le groupe spécial a clairement établi à la fois son illégalité et la nécessité urgente de changements immédiats.

Implications pour la politique agricole américaine

Une mise en œuvre rapide est essentielle pour la crédibilité du Cycle de Doha ; ce serait une erreur majeure que de tenter de contourner la décision du groupe spécial – fondée sur une analyse

* Pedro de Camargo Neto était Secrétaire de la Production et du commerce au ministère de l'Agriculture du Brésil, lorsque le différend sur le coton initié et des consultations formelles ouvertes. Il est actuellement consultant en matière de politique agricole et de commerce.

La Commission pour l'Afrique appelle à des résultats audacieux pour Doha

par Chris Stevens*

La Commission pour l'Afrique a publié son rapport le 11 mars, appelant à des échanges « davantage d'échanges, plus équitables » pour le continent. L'étude de 450 pages met en évidence les défis auxquels l'Afrique est confrontée et présente des recommandations sur la manière dont ils peuvent être relevés à la fois par l'Afrique et par les pays développés.

Concernant l'amélioration de la capacité commerciale de l'Afrique, le rapport recommande un investissement massif dans les infrastructures et la réforme des obstacles régionaux qui entravent les échanges intra-africains. Ces deux contraintes commerciales de l'offre doivent être prises en compte pour que l'Afrique devienne plus autonome. Concernant les responsabilités des pays riches (en particulier de l'UE), les recommandations du rapport sont réparties en trois thèmes : amélioration de l'accès effectif aux marchés pour les exportations de l'Afrique ; garantie de résultats suffisamment radicaux dans le Cycle de Doha pour que l'Afrique ne soit pas perdante ; et introduction d'un 'test du développement' pour les nouvelles normes sanitaires imposées aux importations en provenance des pays en développement, et pour les règles de l'OMC.

Le rapport cible, entre autres, les négociations avec l'Afrique sur les politiques commerciales actuelles de l'UE, ainsi que ses règles d'origine restrictives. Le régime commercial de Cotonou doit arriver à expiration en 2007 pour être remplacé par un ensemble d'Accords de partenariat économique régionaux (APE). Actuellement en voie de négociation, les APE sont largement perçus comme une tentative de l'UE visant à imposer la libéralisation à l'Afrique tout en cédant très peu en retour. Le rapport soutient avec force que les accords commerciaux ne devraient jamais servir à contraindre des gouvernements réticents à libéraliser leurs politiques commerciales, ne serait-ce que parce que cela ne marche pas. Il propose que les APE ne demandent aux États africains qu'une libéralisation limitée au cours sur une période allant jusqu'à 20 ans, facilitée, si nécessaire, par l'amendement des règles de l'OMC.

Amélioration de l'accès aux marchés

Le rapport propose l'amélioration de l'accès de l'Afrique aux marchés européens par deux voies : en élargissant les préférences pour

couvrir tous les produits et à travers la réforme des 'caractères fins' dans les règles d'origine qui, pendant trois décennies, ont entravé les exportations africaines de produits transformés et manufacturés. L'élargissement des préférences est simple. L'Accord de Cotonou assure à tous les États d'Afrique subsaharienne un accès en franchise de droits (ou avec des droits réduits) pour la plupart des biens – mais pas pour tous. Aux fins de l'Initiative tout sauf les armes, l'UE assure déjà aux pays les moins avancés (notamment en Afrique) un accès en franchise pour tout (sauf les armes). Le rapport ajoute sa voix à la demande souvent fois faite à l'UE d'assurer à tous les États africains un accès aussi favorable qu'au titre de l'Initiative tout sauf les armes. Concernant la réforme des règles d'origine, la Commission recommande que les pays riches exigent un minimum de valeur ajoutée de seulement 10% en Afrique. Elle propose également de permettre aux États africains de recourir à des intrants importés de n'importe quelle source, ce que l'on appelle le 'cumul global'.

Des résultats audacieux pour Doha

Le rapport énonce de manière explicite que l'Afrique sera perdante si le Cycle de Doha ne va pas au-delà des positions formulées par l'UE et les États-Unis à Cancun. Seul un Cycle qui met un terme, de manière effective, au protectionnisme agricole des pays de l'OCDE a une chance de bénéficier à l'Afrique. Et même alors, la région aura besoin d'une assistance substantielle tant pour aider à l'ajustement que pour stimuler la capacité d'offre, pour que l'Afrique puisse tirer profit des opportunités offertes.

Le rapport propose que les pays riches s'engagent à réduire les tarifs sur les produits agricoles à des niveaux très faibles. C'est une position très radicale, qui va bien au-delà de tout ce à quoi l'UE ou le Japon se sont engagés jusqu'ici, dans les négociations de Doha. Qui plus est, ceci sert de critère pour une libéralisation réelle. Tout résultat du Cycle Doha qui ne répond pas à ce critère n'est une 'libéralisation' réelle.

Un 'test du développement'

La capacité pour l'Afrique de continuer à exporter des produits agricoles vers l'Europe est compromise en raison des normes sanitaires et phytosanitaires de plus en plus pesantes. Les résultats pourraient être tout à fait désastreux pour l'Afrique, sans mener à une amélioration correspondante des niveaux de santé publique en Europe. Pour éviter d'en arriver là, le rapport propose que les responsables de l'UE soient tenus de formuler leurs réglementations en travaillant étroitement avec les gouvernements africains et le secteur privé. Il propose aussi que toute norme sanitaire de ce type soit tenue de répondre à un 'test du développement', pour démontrer qu'une amélioration mesurable et significative de la sécurité sanitaire des consommateurs européens ne pourrait être assurée par d'autres moyens plus favorables au développement de l'Afrique.

* Chris Stevens est chercheur à l'Institute of Development Studies, dans le Royaume-Uni, spécialiste de la politique commerciale internationale qui affecte les pays en développement. Une réponse à tous les aspects du rapport de la Commission est disponible sur le site web d'IDS à : <http://www.ids.ac.uk/ids/news/CFA%20Response/CfAResponse.html>

La Commission pour l'Afrique a été créée en février 2004, par le premier ministre du Royaume-Uni, Tony Blair, pour fournir un ensemble cohérent de politiques visant à accélérer les progrès pour une Afrique forte et économiquement prospère. L'initiative se met en place à un moment où le Royaume-Uni préside le G-8 pour 2005 et l'UE, pendant le second semestre de cette année. La rapport complet de la Commission pour l'Afrique est disponible à : <http://www.commissionforafrica.org/english/report/thereport/cfafullreport.pdf>

Agriculture : le G20 et le G33 émettent des positions sur les produits spéciaux, les mesure de sauvegarde spéciale et la catégorie verte ; Un compromis trouvé sur les équivalents *ad valorem*

Alors que la date cible de fin juillet pour les « premières approximations » d'un accord éventuel sur l'agriculture approche rapidement, les Membres se sont consacrés principalement, durant la dernière semaine des discussions sur l'agriculture, aux questions d'accès aux marchés, domaine dans lequel un accord s'avère le plus difficile. La Session spéciale du Comité de l'agriculture s'est réunie du 30 mai au 3 juin, essentiellement dans des réunions informelles présidées par Tim Groser. Plus tard, les pays du G33 se sont réunis à Djakarta les 11 et 12 juin, à Djakarta, pour développer des synergies et coordonner leurs positions en vue de la réunion ministérielle de l'OMC, à HongKong, en décembre prochain.

Selon Groser, qui continue de diriger la Session spéciale du Comité de l'agriculture bien qu'il ait démissionné de ses fonctions d'ambassadeur de la Nouvelle-Zélande à l'OMC, la semaine de discussions avait été le théâtre de travaux intenses, mais il restait beaucoup à faire. Les Membres ont présenté quelques idées nouvelles sur la formule de réduction tarifaire controversée et les pays en développement ont fait part de plusieurs préoccupations clés liées aux produits spéciaux et à la baisse des prix des produits de base. De plus, le G-20 a fait une nouvelle présentation sur la 'Catégorie verte', c'est-à-dire sur les subventions agricoles autorisées qui, du moins en théorie, n'ont pas d'effets de distorsion des échanges.

A la fin de la semaine, Groser a déclaré que les approximations de juillet ne comprendraient probablement pas une formule de réduction tarifaire effective. Les grandes questions politiques seraient plutôt laissées à la Conférence ministérielle de l'OMC à HongKong, et les premières approximations doivent prendre la forme d'une sorte de version élargie du compromis conclu dans le Paquet de juillet 2004 (WT/L/579), y compris avec davantage de convergence entre les Membres dans les trois piliers des négociations (soutien interne, concurrence à l'exportation et accès aux marchés). D'autres questions, telles que l'extension des indications géographiques au-delà des vins et spiritueux, seraient traitées ultérieurement, les points de vue des Membres sur ces questions n'ayant pas encore commencé à converger.

Equivalents *ad valorem* :

Le compromis sur les modes de conversion des tarifs spécifiques

La conversion en équivalents *ad valorem* est un exercice mathématique à travers lequel les taux tarifaires 'par tonne' ou 'par litre' sont exprimés en pourcentage de la valeur du produit commercialisé. Les tarifs spécifiques peuvent masquer des taux 'ad valorem' très élevés : si une tonne de riz ne coûte que 100 dollars US, un tarif spécifique de 100 dollars par tonne sur ce riz équivaudrait à un taux *ad valorem* de 100%. Le coût des produits importés est donc central au calcul des équivalents *ad valorem* - et plus le prix à l'importation 'par unité' est élevé, plus l'équivalent *ad valorem* est faible. La détermination des prix à l'importation est simple pour certaines lignes tarifaires : les Membres doivent utiliser la méthode de la 'valeur unitaire' dans de tels cas, en fondant la conversion sur les volumes des importations et sur les valeurs des importations notifiées, présentées à la Base de données intégrées de l'OMC (BDI). Des complications surviennent, toutefois, avec certains produits tels que le sucre et les fromages, pour lesquels les prix à l'importation diffèrent souvent de manière significative des prix mondiaux compilés dans la base de données des statistiques du commerce des produits de base (COMTRADE) de l'ONU.

Le compromis prépare les produits agricoles à des abaissements tarifaires plus forts

Selon l'accord réalisé à Paris, une pondération de '82.5/17.5' sera appliquée aux données COMTRADE et BDI pour déterminer les niveaux de prix pour les produits de base. Ces chiffres situent le prix de conversion en équivalents *ad valorem* entre les niveaux de prix indiqués par chaque ensemble de données. 82.5/17.5 signifie que le prix pour la conversion en équivalents *ad valorem* serait à un niveau de 17,5% en se rapprochant du chiffre de la BDI plus élevé par rapport aux chiffres COMTRADE. Par exemple, si le prix COMTRADE pour un produit non transformé est de 100 dollars US par kilo, et le prix BDI de 200 dollars US par kilo, le compromis serait un prix de 117,5 dollars US par kilo, à utiliser pour la conversion en équivalents *ad valorem*. Pour les produits transformés, la pondération convenue serait de '60/40'. Ceci signifie que le différentiel de prix antérieur, pour un produit transformé, donnerait un chiffre de 140 dollars US par kilo, aux fins de la détermination de l'équivalent *ad valorem*.

En termes de formule, les prix de conversion en équivalents *ad valorem* ajustés pour les deux types de produits seraient exprimés comme suit :

Non transformés = $(0,825 \times \text{prix COMTRADE}) + (0,175 \times \text{prix BDI})$
Transformés = $(0,6 \times \text{prix COMTRADE}) + (0,4 \times \text{prix IDB})$

L'exclusion du sucre inquiète les pays ACP

Les pays producteurs de sucre, notamment Maurice, les Philippines, Antigua et Barbuda et la Barbade, ont fait part de leur préoccupation concernant l'exclusion du sucre de l'accord sur les équivalents *ad valorem*. L'Australie a, par contre, soutenu que les prix du sucre étaient tellement faussés par la protection aux États-Unis et dans l'UE qu'ils finiraient probablement par faire l'objet d'abaissements tarifaires forts, indépendamment de la base de données de prix utilisée.

Discussions sur les alternatives à la formule suisse et à celle du Cycle d'Uruguay

Les ministres du commerce de 30 Membres clés de l'OMC ont réalisé, le 4 mai dernier, une avancée technique dans les discussions sur l'agriculture, sur une question qui empoisonnait les progrès globaux dans les discussions du Cycle de Doha. Les ministres sont arrivés à un compromis préliminaire sur le mode de conver-

(suite à la page 8)

Agriculture : le G20 et le G33 émettent des positions... (suite de la page 7)

sion des tarifs agricoles 'spécifiques', sur la base des quantités importées, en équivalents 'ad valorem', c'est-à-dire les tarifs fondés sur le prix du produit. A la suite de ce compromis (voir tableau), les Membres ont finalement été en mesure de produire des équivalents ad valorem pour leurs différentes lignes tarifaires (à la seule exception de sucre) et donc, d'engager des discussions sur la formule de réduction tarifaire. Le Paquet de Juillet énonce que les réductions tarifaires seront faites sur la base d'une formule étagée, les éléments entrant dans des fourchettes différentes étant traités différemment. Toutefois, il ne spécifie pas comment les réductions seront faites dans les différentes fourchettes.

Au cours de leur première discussion intégrale sur la formule de réduction tarifaire depuis les discussions de 2004 qui ont abouti au Paquet de Juillet, les Membres sont restés campés sur leurs anciennes positions, les États-Unis en particulier préférant la formule suisse qui a un effet harmonisateur important – les tarifs plus élevés seront soumis à des abaissements proportionnellement plus importants que les tarifs plus faibles – à la formule du Cycle d'Uruguay, qui donne aux Membres davantage de flexibilité en ce qui concerne les tarifs plus élevés. L'UE et les pays du G-10 (essentiellement des pays développés importateurs nets de produits alimentaires tels que la Suisse et le Japon) préfèrent la seconde formule, alors que le Groupe de Cairns d'exportateurs de produits agricoles et un certain nombre de pays du G-20 ont souhaité voir une formule ayant un élément harmonisateur solide. Le Canada, le Japon et la Chine ont présenté de nouvelles idées de réduction tarifaire, pour tenter de faire avancer les discussions.

Le Canada a proposé une formule similaire à celle utilisée dans les systèmes d'impôt sur le revenu progressif. Dans la formule, les produits entrant dans la fourchette la plus basse seraient soumis à un abaissement tarifaire relativement faible. Les produits dans les fourchettes suivantes seraient soumis à des abaissements tarifaires différents pour différentes portions du tarif : la première portion de chaque tarif, correspondant à celle de la fourchette la plus basse, serait soumise à un abaissement faible. La seconde, la troisième et les portions suivantes seraient soumises à des abaissements progressivement plus importants, correspondant aux abaissements spécifiés pour la seconde, la troisième et peut-être la quatrième fourchette. Ceci aurait un effet harmonisateur – mais moins important que celui qui découlerait de la formule suisse.

Selon la proposition chinoise, au sein de chaque fourchette, certains produits seraient soumis à la formule suisse et d'autres à la formule du Cycle d'Uruguay. Le Brésil a appelé à une position intermédiaire, en déclarant que si la formule était très rigoureuse, un certain nombre de pays chercheraient à recourir au maximum aux produits sensibles.

Concernant la manière de structurer les fourchettes elles-mêmes, la plupart des pays ont préféré trois ou quatre fourchettes différentes, bien qu'il y ait eu également un appel à mettre en place davantage de fourchettes pour garantir l'harmonisation, ou une fourchette spéciale pour les pays en développement. Le Kenya a souligné qu'un certain nombre de pays en développement a de fait une très petite gamme de tarifs parce qu'ils ont convenu d'un plafond de consolidation élevé au lieu d'une tarification aux fins du Cycle d'Uruguay, dans le cadre du traitement spécial et différencié, et a déclaré que ces pays ne devraient pas être pénalisés pour

cela en ayant à procéder actuellement à des abaissements importants. Israël a mis l'accent sur le fait que les tarifs élevés n'entraînaient pas nécessairement un blocage de l'accès aux marchés, et a soutenu que l'accès dépendait du produit et de la situation. En tant que pays du G-10, Israël a fait valoir que le fardeau de l'ouverture des marchés ne devrait pas être supporté de manière disproportionnée par un petit nombre de pays ayant des tarifs élevés qui, de fait, importent déjà une partie significative de leurs produits alimentaires.

Produits sensibles et produits spéciaux

Les pays en développement comme les pays développés seraient autorisés à désigner certains 'produits sensibles' auxquels ils appliqueraient des niveaux relativement plus faibles de réduction tarifaire. Les pays les plus disposés à recourir aux produits sensibles, essentiellement le G-10 et l'UE, souhaitent négocier ceux-ci en parallèle avec la formule de réduction tarifaire. Ces pays ont également déclaré qu'il y aurait un compromis entre le niveau de réduction et l'expansion des contingents tarifaires, ce qui laisserait de plus grandes quantités d'importations à des niveaux tarifaires plus faibles. Les pays qui recherchent l'élargissement des marchés, tels que le Groupe de Cairns, ont déclaré que seuls les produits actuellement dans des contingents tarifaires devraient être produits pourraient également être, ou devenir, des produits sensibles. Les pays ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique) ont mis l'accent sur la nécessité de tenir compte du fait que les produits sensibles seront importants pour les pays en développement ayant un accès préférentiel aux marchés des pays développés, et que ces pays seraient en difficulté si les préférences étaient retirées. Toutefois, selon le Costa Rica et d'autres pays, il faut équilibrer les intérêts de différents pays en développement, et certains seront lourdement tributaires d'un nouvel accès aux marchés.

Selon l'Ensemble de résultats de juillet, seuls les pays en développement peuvent désigner des produits spéciaux à des fins de sécurité alimentaire, de garantie de moyens d'existence et de développement rural ; ces produits doivent bénéficier d'un « traitement plus flexible » dans les négociations sur l'agriculture. Les pays du G-33, qui se sont regroupés autour de leur communauté d'intérêt pour les produits spéciaux et pour un mécanisme de sauvegarde spéciale, en vue de se protéger contre de brusques poussées des importations, ont fait des présentations informelles sur chacun des sujets (JOB(05)91 et JOB(05)92, respectivement), détaillant ce qu'un tel traitement impliquerait.

La communication sur les produits spéciaux faisait valoir que ces produits devraient être « exemptés des réductions tarifaires et de tout engagement sur les contingents tarifaires ». Elle déclarait également que les pays en développement devaient bénéficier « d'une flexibilité maximale » dans la désignation de ces produits, car des situations largement différentes entre ces pays rendaient très difficile la création d'un ensemble commun d'indicateurs. Parlant au nom du groupe, durant la réunion, le Kenya s'est fait l'écho des points de vue exprimés dans la communication, en soutenant que plusieurs questions devaient être examinées, notamment l'importance des produits pour les agriculteurs pratiquant une agriculture de subsistance ; leur importance pour la garantie des moyens d'existence, aux niveaux tant national que régional ; le rôle des produits en termes de consommation

(suite à la page 18)

Traitement spécial et différencié : les discussions progressent mais les membres demandent la révision et la clarification de la proposition des PMA

Les propositions récentes des PMA qui avaient permis de faire progresser les discussions autour du TSD ont fait l'objet d'un examen par les membres lors d'une réunion informelle de la session spéciale du Comité sur le commerce et le développement (SS - CCD) tenue les 16 et 17 juin. Même si les membres reconnaissent la pertinence et l'intérêt de telles propositions, ils ont cependant exprimé leur souhait de voir celles-ci réexaminées, clarifiées et mises à jour pour prendre en charge les préoccupations des uns et des autres.

Comme lors de la réunion de mai, certains membres ont exprimé des préoccupations sur la proposition 22/23 relative au mémorandum concernant la dérogation des obligations et au langage utilisé par les PMA tout en avouant ne pas avoir eu le temps d'en référer à leurs capitales afin de soumettre des contre propositions. Ces derniers ont fait savoir que les changements apportés par les PMA dans le texte initial de mai sont insignifiants.

Les propositions des PMA au menu des discussions

Cinq propositions des PMA ont sans doute fait avancer les négociations autour du TSD. Lors d'une réunion antérieure tenue les 10 et 12 mai, les membres avaient en effet décidé d'écarter provisoirement l'approche proposée par le président pour se pencher en priorité sur les propositions des PMA qui visent à renforcer les dispositions du traitement spécial et différencié.

Le président de la Session spéciale du Comité du commerce et du développement, Faizel Ismail, avait proposé, au début de cette année, de regrouper en différentes catégories à la fois les propositions propres à des accords, présentées par les pays en développement et les questions transversales, défendues davantage par les pays développés. La dernière réunion de la Session spéciale du Comité du commerce et du développement avait toutefois été ajournée antérieurement, après un désaccord sur un ordre du jour structuré en groupes portant sur la flexibilité et sur la constitution de capacités, qui, selon certains pays en développement, mettait exagérément l'accent sur les questions transversales.

A la suite de larges consultations, les Membres ont plutôt décidé de procéder à l'examen des propositions de traitement spécial et différencié propres à des accords, avancées par les PMA, étant entendu que les Membres de l'OMC peuvent examiner et débattre des propositions transversales comme solutions aux propositions propres à des accords des PMA. Certains Membres ont laissé entendre que ceci « abattrait une barrière artificielle » dans les discussions, en permettant aux Membres d'examiner en détail les propositions propres à des accords, rédigées pour la plupart il y a plus de 4 ans et qui n'ont pas été examinées depuis plus de deux ans, et de voir les raisons et les besoins que les PMA tentaient de prendre en compte dans leurs propositions.

Cinq propositions des PMA ont ainsi été examinées lors de la réunion, à savoir les propositions 22/23 (Mémorandum concernant la dérogation des obligations), 38 (Clause d'habilitation), 84

(Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce - MIC), 88 (Mesures en faveur des PMA) et 36 (Clause d'habilitation, para. 3b).

En examinant la proposition 22/23, dont la version la plus récente appelle à « une attention spéciale » aux demandes de dérogation aux obligations aux fins de l'OMC, émanant des pays en développement et des PMA Membres, l'Australie, le Canada et les États-Unis se sont dits intéressés d'entendre davantage sur les problèmes rencontrés par les pays en développement lorsqu'ils demandent une dérogation. En outre, l'UE, le Canada et la Norvège ont déclaré ne pouvoir accepter qu'une disposition qui s'appliquerait uniquement aux PMA. Un certain nombre d'autres pays, notamment l'Inde, la Colombie, le Costa Rica, le Brésil, le Japon, la Malaisie et le Pakistan, ont appuyé le langage actuel, et le Paraguay a suggéré différentes formulations prévoyant une « sauvegarde adéquate » de « tous les pays en développement Membres », dans l'acceptation des demandes de dérogation.

La proposition 38 appelle à la révision de la Clause d'habilitation (Décision sur le traitement différencié et plus favorable, la réciprocité et la pleine participation des pays en développement), pour garantir que la « portée et le rythme de la libéralisation seront déterminés en consultation avec les gouvernements » des PMA, compte tenu du fait que les PMA ne devraient pas être tenus de prendre des mesures de libéralisation incompatibles avec leurs besoins en matière de développement, de commerce et leurs besoins financiers ; pour permettre une flexibilité en ce qui concerne la détermination de l'année de référence sur laquelle les engagements de libéralisation sont fondés afin de prendre en compte les mesures de libéralisation antérieures prises par les pays en développement et les PMA ; et, dans la section la plus litigieuse (c), pour prévoir que les PMA soient autorisés, si leurs situations économique et commerciale et leur stade de développement le permettent, à ne procéder à aucune réduction des tarifs dans les secteurs agricoles et/ou industriels ; pour exclure des réduction tarifaires des sous-secteurs dans ces secteurs ; et pour consolider les taux réduits lors des négociations et les taux appliqués en vigueur à des niveaux conformes à leurs besoins.

La Suisse, l'Australie et l'UE ont déclaré que la situation avait évolué depuis la rédaction de la proposition et que cette question était prise en compte dans les négociations en cours. La nécessité de prévoir la flexibilité et une réciprocité qui ne soit pas totale, en particulier, était prise en compte dans les textes de l'Ensemble de résultats de juillet sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles et sur l'agriculture, notamment dans les dispositions portant sur la réciprocité qui ne soit pas totale dans le premier, et le mécanisme des produits spéciaux/ sauvegarde spéciale, dans le second. Les PMA et le Groupe africain ont toutefois laissé entendre qu'ils aimeraient voir ces dispositions examinées non seulement dans le cadre du cycle actuel de négociations, mais aussi à long terme, car ils recherchaient une solution permanente à incorporer à la structure de l'OMC, et non juste un solution pour le

(suite à la page 19)

Négociations sur les services : la controverse autour du nombre et de la qualité des offres, les benchmarks et les divergences sur d'autres sujets ralentissent les discussions...

Après l'impasse de la conférence ministérielle de Cancún de septembre 2003, divers efforts ont été entrepris pour remettre les négociations sur les services et le reste du programme de travail sur les rails. Ces efforts ont abouti à un ensemble de résultats et à la conclusion d'un accord-cadre le 1er août 2004. Dans le domaine des services, l'accord-cadre réaffirme essentiellement les délais existants, le mandat de Doha et les directives de négociation avant Doha, et met l'accent sur l'importance que revêt la conclusion de la phase demandes/offres tout en appelant à une nouvelle phase d'offres.

A la date du 31 mai 2005, convenu dans l'accord-cadre pour soumettre des offres révisées, seule une cinquantaine d'offres a été présentée. Ces offres initiales jugées insuffisantes et de qualité médiocres montrent, selon les observateurs, l'ambition limitée des membres en terme à la fois de profondeur et de couverture des quatre modes de fourniture.

Mais en plus de cette lenteur observée dans la présentation des offres, les membres n'ont pas réussi non plus à avancer de façon significative dans les négociations sur les questions « horizontales » et sur celles portant sur les règles. C'est dans ce contexte qu'a été organisé le deuxième « bloc de semaines de réunions sur les services » qui a démarré le 22 juin, avec pour but de faire avancer des questions controversées telles que les sauvegardes, la réglementation intérieure et les « benchmarks », des questions que les discussions de février n'avaient pas permis de faire avancer.

Pas de progrès dans les discussions sur les sauvegardes

Lors du Groupe de travail sur l'Accord général sur les règles du commerce des services (AGCS), la CNUCED a fait une présentation qui laissait entendre qu'un mécanisme de sauvegarde pour les services était à la fois souhaitable et réalisable. Le document de la CNUCED reposait, entre autres, sur la nécessité systémique d'une symétrie entre le commerce des marchandises, où un accord sur les sauvegardes existe, et le commerce des services, où aucun accord de ce type n'existe actuellement. Toutefois, dans la réponse à cette présentation, de nombreuses délégations ont soulevé des questions similaires à celles qu'elles avaient déjà posées aux promoteurs d'une proposition antérieure de l'ASEAN (Association of Southeast Asian Nations) concernant un tel mécanisme – notamment, sur la définition de l'industrie nationale, des droits acquis, de la compensation et de la faisabilité des restrictions sur les modes 1 et 2. Les pays développés opposés à une sauvegarde dans les services n'ont pas hésité à mettre en évidence ces préoccupations lors de la réunion du 20 juin, ce qui a laissé le débat essentiellement dans la même situation que lorsqu'il avait démarré.

La discussion concernant des disciplines possibles sur les subventions aux services est certes beaucoup moins avancée que celle sur les sauvegardes, mais a bénéficié d'une nouvelle base pour le débat. Une communication informelle du Chili, de HongKong, de la Chine, du Mexique, du Pérou et de la Suisse (JOB(05)/95) a proposé une définition provisoire du terme 'subvention' et a suggéré

les étapes suivantes, y compris des délais, pour l'échange de renseignements, requis aux fins de l'article XV de l'AGCS. Les Membres ont présenté des commentaires et des questions préliminaires sur la proposition de définition et formulé des points de vue divergents sur la proposition relative à l'échange de renseignements, notamment, la couverture sectorielle, les délais et la pertinence des concepts qui figurent dans l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires.

Favoriser les réunions informelles pour arriver à des convergences sur la réglementation intérieure

Lors de la réunion du 22 juin du Groupe de travail de la réglementation intérieure, les Membres ont débattu d'un tableau préparé par le Secrétariat de l'OMC qui exposait comment comparer les diverses propositions de négociation par rapport à chacun des éléments pouvant être présents dans des disciplines possibles sur la réglementation intérieure. Alors que ce tableau est destiné à offrir aux Membres un outil pour réexaminer et comparer les diverses propositions dans un seul document, une délégation a fait part de ses préoccupations concernant la manière dont ce tableau devrait ou ne devrait pas être utilisé dans les discussions futures sur les disciplines. Des sources ont laissé entendre que les questions de procédure pourraient une fois de plus finir par détourner le Groupe de travail de la réglementation intérieure de la résolution des questions de fond présentées dans un document par ailleurs utile.

Selon les délégués, pour que les fortes pressions exercées en vue d'arriver à une forme ou une autre de résultats dans les négociations sur la réglementation intérieure aboutissent à quelque chose d'ici la Conférence ministérielle de l'OMC, en décembre, à Hongkong, des consultations et une concertation informelles entre les artisans majeurs devraient inévitablement être favorisées sur les réunions formelles pour dégager des domaines de convergence et de compromis. Au point où en sont les choses, de nombreux Membres semblent rester soucieux d'avoir au moins une liste de contrôle, si non un cadre, d'éléments possibles devant figurer dans les disciplines, d'ici la fin de l'année.

Services financiers : les « benchmarks » des pays développés objet de controverse

La réunion du 23 juin du Comité du commerce des services financiers (CCSF) a donné aux Membres un aperçu du type de discussions auxquelles ils peuvent s'attendre concernant la question litigieuse des « benchmarks » dans les discussions sur l'accès aux marchés, lorsqu'elle s'est penchée sur la déclaration conjointe de plusieurs pays développés concernant leurs objectifs dans les négociations sur les services financiers. Ces pays avaient d'abord présenté la déclaration à la Session spéciale du Conseil du commerce des services, durant le groupe antérieur sur les services.

Lors de la réunion du Comité du commerce des services financiers, certains pays en développement ont toutefois contesté le bien-

(suite à la page 20)

Facilitation des échanges : un afflux de nouvelles propositions lors des discussions sur la facilitation des échanges

Entre mai et juin, une série de nouvelles propositions émanant des membres développés et en développement ont à la fois poussé les négociations sur la facilitation vers l'avant et donné plus de substance aux discussions au sein du groupe de négociation sur la facilitation des échanges.

Suivant la logique sous-jacente à l'Accord-cadre de juillet, les propositions ont couvert les aspects relatifs à l'article V du GATT de 1947 sur le transit des marchandises, de l'article VIII sur les redevances et formalités se rapportant au commerce et de l'article X sur la transparence dans la régulation et l'administration des règlements relatifs au commerce.

Onze nouvelles propositions en mai et neuf en juin...

La réunion du Groupe de négociation sur la facilitation des échanges qui s'est tenue les 2 et 3 mai 2005, a statué sur onze nouvelles communications présentées tant par les pays en développement que par les pays développés Membres. Les 13 et 14 juin derniers, neuf nouvelles propositions ont été mises sur la table et ont porté sur les mêmes questions. Du coup, c'est l'ensemble des membres qui expriment son intérêt pour la facilitation des échanges et son désir de faire progresser les pourparlers en y incluant le maximum de leurs préoccupations.

Le Pérou et d'autres pays appellent à un inventaire des mesures ayant trait à la facilitation des échanges

C'est lors de la réunion de mai que le Pérou a présenté sa proposition. Dans sa communication (TN/TF/W/30) portant sur tous les 3 articles du GATT qui entrent dans le cadre des discussions sur la facilitation des échanges, le Pérou a proposé un inventaire des mesures de facilitation des échanges appliquées. L'inventaire lierait chaque mesure à ses bénéficiaires, aux secteurs impliqués dans sa mise en œuvre, aux règlements connexes et en particulier, à ses incidences économiques et commerciales. Cette information servirait alors de base pour déterminer « les mesures actuellement appliquées qui doivent être approuvées et encouragées par des activités de coopération technique et financière et reflétées dans les dispositions de l'OMC » et les nouvelles mesures qui doivent être élaborées et adoptées par les Membres de l'OMC, accompagnées d'une assistance appropriée. La Chine et le Pakistan (TN/TF/W/29), avec l'appui du Sri Lanka, ont proposé que les Membres aient recours à un outil commun, fondé sur les travaux déjà effectués par les organisations internationales, pour identifier les besoins et les priorités en matière de facilitation des échanges.

La question de l'identification des besoins nationaux et la nécessité de les prendre en compte dans la mise en place de mesures relatives à la facilitation des échanges sont aussi revenues dans les discussions des membres en juin. Dans une communication conjointe de 16 pays d'Amérique Latine (TN/TF/W/41) relative à la mise en œuvre, l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, la Colombie, le Chili, la République dominicaine, le Costa Rica, le Paraguay, l'Équateur, El Salvador, le Guatemala, Honduras, le Mexique, Panama, l'Uruguay et le Pérou, ont demandé aux membres de s'assurer que les mesures liées à la facilitation des échanges bénéficient aux pays en développe-

ment et que leurs obligations de mise en œuvre dépendront de leurs capacités à les supporter. Cette proposition a aussi mis l'accent sur le manque de lien entre les règles en matière de facilitation des échanges et l'identification des besoins et des priorités des membres en développement en matière d'assistance technique, de renforcement des capacités et de traitement spécial et différencié.

Les questions de transit bénéficient d'une plus grande attention

En mai, nombre des nouvelles présentations s'étaient concentrées sur le transit des marchandises (article V), ceci étant favorablement accueilli par plusieurs pays enclavés. La Bolivie, la Mongolie et le Paraguay (TN/TF/W/28) avaient présenté une communication conjointe, de même que le Paraguay, le Rwanda et la Suisse (TN/TF/W/39). D'autres communications ont été présentées par la Corée (TN/TF/W/34) et l'UE (TN/TF/W/37). La plupart de ces nouvelles propositions ont mis en exergue divers obstacles à l'accélération et la prévisibilité du transit des marchandises. Ces obstacles, qui rendent les pays enclavés particulièrement peu compétitifs sur les marchés mondiaux, comprenaient des contrôles additionnels et parfois illégaux, des mesures de sécurité excessives, des prescriptions excessives et non normalisées en matière de documentation et le manque de coordination entre diverses agences relevant de la douane. La communication de l'UE (TN/TF/W/35) exposait des problèmes similaires en matière de transit.

Les communications ont également mis en exergue les droits de transit déraisonnablement élevés et non publiés, appliqués aux Membres enclavés, par les pays voisins. La proposition émanant du Paraguay, du Rwanda et de la Suisse a noté que pour les pays les moins avancés (PMA) enclavés, les coûts du fret et de l'assurance comptaient en moyenne pour 12,9% des exportations totales (contre 8,1 et 5,8% dans les pays en développement et les pays développés, respectivement) et que pour certains PMA africains, ce chiffre était supérieur à 50%.

Les propositions sur la transparence mettent l'accent sur la notification préalable

La communication péruvienne a également abordé la transparence (article X), de même que celle de Hong Kong (TN/TF/W/32). Les deux communications ont souligné qu'il était important de donner aux négociants suffisamment de temps pour se préparer aux nouveaux règlements en matière de commerce. La communication péruvienne appelait à la publication de toutes les législations pertinentes relatives aux procédures douanières, ainsi que des périodes de temps minimales avant l'entrée en vigueur de nouveaux règlements. La présentation de Hong Kong renforçait ceci, en exigeant la publication des nouvelles mesures dans les plus brefs délais.

Redevances et formalités : le recours à des normes internationales jugé essentiel

Selon la Nouvelle-Zélande, la Norvège et la Suisse (TN/TF/W/36), la simplification, la réduction et normalisation de la documentation

(suite à la page 20)

Le sous-comité du coton à l'OMC : Les pays africains déçus de l'absence de réactions à leurs nouvelles propositions

Le Sous-comité sur le coton a tenu sa quatrième réunion le 22 juin dernier. A son terme, les pays africains ont exprimé leur déception face au manque de réponses écrites relatives à leur dernière proposition appelant à des réformes majeures dans le commerce du coton (TN/AG/SCC/GEN/2. Le 29 avril dernier, les quatre pays signataires de l'Initiative Sectorielle avaient déposé, par l'entremise du Groupe africain, une proposition, avec comme point focal la demande de mise en place d'un fond de soutien d'urgence pour les filières cotonnières africaines. Les quatre pays signataires, appuyés par plusieurs délégations africaines et par l'Argentine et le Brésil, ont soutenu qu'à moins que les autres membres émettent des propositions alternatives écrites pour répondre à leur soumission, il serait impossible d'avoir un rapport sur les progrès du sous-comité pour leurs gouvernements respectifs.

Pendant ce temps, hors du cadre de l'OMC, l'Union africaine a réitéré la demande que les Etats-Unis éliminent leurs subventions sur le coton à l'échéance de la conférence Ministérielle de Hong Kong en décembre (Voir article sur la réunion des ministres du commerce au Caire)

Les Etats-Unis exhortent à plus l'ambition dans les négociations sur l'agriculture

Les Etats-Unis ont affirmé qu'ils hésitaient à soumettre des propositions écrites dans le sous-comité du coton ou même dans les consultations plus générales sur l'agriculture. Ils voudraient éviter de répéter ce qui s'était passé avant la conférence ministérielle de Seattle en 1999 quand certains membres qui avaient émis des propositions écrites avaient eu du mal à se rétracter par la suite. Les Etats-Unis soutiennent que les résultats sur le coton seront déterminés par les négociations générales sur l'agriculture, où les réductions dans les secteurs spécifiques telles que le soutien interne pourrait affecter leur programme sur le coton. En mettant l'accent sur le caractère ambitieux des propositions africaines, les Etats Unis pensent que ses objectifs seront difficilement atteints même à long terme. Cependant, ils estiment que les discours et les positions pourraient se rapprocher des objectifs africains si les Membres se montraient plus ambitieux sur les négociations globales sur l'agriculture.

Le Président Présider Tim Groser (qui préside actuellement le Sous-comité Coton et le Comité sur l'Agriculture à titre privée), a affirmé être en accord avec la suggestion de l'UE pour que la proposition soit discutée de façon plus efficace dans un petit groupe de consultation. Il a ajouté qu'une telle consultation pourrait se tenir plus tard, quand les Membres seraient mieux disposés à évaluer l'impact des négociations sur l'agriculture sur le coton.

Le sous-comité discute des aspects de développement du dossier coton

Sur les aspects de développement du dossier coton, le Fonds monétaire international (FMI) a esquissé les résultats d'une Conférence qui s'est tenue sur le thème à Cotonou le 18 mai dernier. Les participants ont trouvé un consensus sur quatre points essentiels : la préservation de la stabilité macroéconomique en s'attaquant

directement la pauvreté au lieu de continuer à soutenir les prix afin d'éviter l'ajustement ; l'utilisation des programmes de développement pour augmenter la production et la compétitivité; l'élimination des subventions qui ont un effet de distorsion sur les échanges et portant préjudice aux pays en développement; et la protection des pauvres durant les périodes d'ajustement

La prochaine réunion du Sous-comité du Coton est programmée pour 18 Juillet 2005.

Différend sur le sucre : après la décision de l'organe d'Appel de l'OMC en faveur du Brésil, l'UE accélère ses réformes et soulève de vives préoccupations dans les pays Acp.

Depuis que l'organe d'appel a rendu public son rapport, le 28 avril dernier, sur un appel initié par le Brésil, la Thaïlande et l'Australie, concernant le différend intenté contre le régime du sucre de l'UE, nul ne doutait plus du fait que l'UE n'avait plus d'autre choix que d'accélérer ses réformes sur son régime sucre. La décision de l'Organe d'appel confirmait toutes les conclusions du groupe spécial de règlement des différends.

Le groupe spécial avait constaté que l'UE subventionne ses exportations de sucre au-dessus du niveau formellement notifié à l'OMC - ce que l'on appelle sa « liste d'engagement » donc en violation de l'Accord de l'OMC sur l'agriculture constatation majeure confirmée par l'Organe d'appel. Le groupe spécial avait également constaté que les exportations de sucre en surplus du niveau d'engagement de l'UE équivalait à la quantité de sucre importée des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et de l'Inde, dans le cadre d'arrangements préférentiels, ainsi qu'à celle du sucre produit en surplus des contingents de sucre européens. L'UE avait fait valoir qu'une note de bas de page dans sa liste d'engagements excluait 1,6 million de tonnes de sucre - équivalant à la quantité qu'elle importait des pays ACP et de l'Inde - du champ d'application de ses prescriptions de réduction en matière de subventions. Le groupe spécial avait rejeté cet argument, en soutenant que la note de bas de page n'avait aucun effet juridique et qu'elle ne pouvait ni rehausser, ni modifier, les niveaux d'engagement spécifiés de l'UE.

Dès l'annonce de cette décision les responsables de l'UE chargés du commerce avaient déclaré sans ambages que l'Europe respecterait ses obligations internationales tout en veillant à préserver les intérêts des pays ACP et des producteurs européens. Le commissaire européen à l'agriculture et au développement rural, Mariann Fischer Boel, avait en effet déclaré qu'elle tiendrait compte du verdict en finalisant les propositions de réforme. « Nous continuerons de défendre les intérêts fondés des producteurs et des consommateurs de sucre tant de l'UE que des pays ACP. Je suis déterminée, à présent, à moderniser notre régime du sucre pour lui garantir un avenir viable » avait-elle ajouté. Pour sa part, le Commissaire européen au commerce, Peter Mandelson, avait également noté que l'UE se conformerait à « ses obligations internationales

(suite à la page 21)

Ministres du commerce de l'Union africaine : une feuille de route balise la voie pour Hong Kong

Les ministres du commerce des pays membres de l'Union Africaine ont tenu leur troisième conférence ordinaire du 7 au 9 juin derniers au Caire. A quelques mois de la sixième conférence ministérielle de l'OMC prévue du 13 au 18 décembre 2005 à Hong Kong, cette réunion était particulièrement importante pour les ministres africains en ce sens qu'elle avait pour objectif d'évaluer les avancées obtenues dans l'accord-cadre du 1er août 2004 et convenir de positions communes de négociations pour Hong Kong.

Déclaration et feuille de route du Caire

Les ministres ont abordé un certain nombre de points qui font encore l'objet de négociation : Ce sont entre autres l'agriculture avec les questions de soutien interne, d'accès aux marchés et du coton. Les services et la facilitation des échanges ont aussi été abordés.

Pour ce qui est de l'agriculture, les ministres affirment leur volonté de faire en sorte que les modalités à convenir tiennent compte de l'espace politique approprié pour permettre aux pays africains de mettre en œuvre leurs propres politiques de développement. Abordant les trois piliers de l'Accord sur l'agriculture (AsA), les ministres demandent, en ce qui concerne la concurrence à l'exportation, qu'une date réaliste soit fixée pour la suppression de toutes les formes de subvention à l'exportation pour les produits agricoles. Ils demandent en outre que la mise en œuvre urgente de la décision de Marrakech et une mention claire pour le traitement spécial et différencié dans les disciplines à mettre en place au titre des crédits à l'exportation. Pour les entreprises commerciales d'Etat, les ministres demandent que celles des pays en développement soient exclus de l'application des nouvelles disciplines sur les ECE.

Concernant le soutien interne, outre le fait que les ministres africains exigent que la formule à convenir aboutisse à des réductions significatives des subventions agricoles et empêche tout transferts entre les boîtes, ils demandent aussi une préservation effective d'un espace politique qui s'appuierait sur l'utilisation des dispositions relatives au TSD au titre du pilier du soutien interne, en particulier annexe 2, article 6.2 de minimis et le maintien et l'amélioration de leurs recettes d'exportation.

Sur l'accès aux marchés, se basant sur le modèle particulier des échanges commerciaux des pays africains et de leurs différentes structures tarifaires, les ministres demandent que des mécanismes spécifiques et concrets soient mis en place pour tenir compte des préoccupations des pays en développement ; que la question de la progressivité des droits soit étudiée dans les négociations ; que les pays développés, et en développement qui le peuvent, accordent un accès en franchise de droits et de quotas aux PMA ; que le principe de la proportionnalité soit intégralement mis en œuvre dans la réduction des tarifs ainsi que l'élaboration de modalités adéquates et de mécanisme spécial de sauvegarde.

En ce qui concerne le coton, les ministres ont renouvelé et endossé les demandes du C4 pour un traitement rapide, spécifique et ambitieux de la question coton et demandent précisément : un accès en franchise de taxes et de quotas pour le coton et les produits dérivés

du coton originaires de PMA ; l'élimination des subventions au coton au 1er juillet 2005 ; l'élimination des soutiens internes au coton au 21 septembre 2005 ; la mise en place d'un fond d'urgence pour la production du coton.

Abordant la question controversée de l'accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA), les ministres se sont préoccupés du fait que certaines propositions soumises par des membres de l'OMC pourraient déboucher sur réduction plus fortes pour les pays en développement que pour les pays développés, et ce, en contradiction avec le principe d'une réciprocité moins que totale et du TSD énoncé dans le mandat de Doha. Les ministres ont de ce fait demandé que la formule ou l'approche tarifaire à déterminer soit appropriée pour permettre une industrialisation efficace des pays africains ; que l'espace politique la flexibilité nécessaires aux PED soient garantis ; que les initiatives sectorielles soient exclues ; en fin qu'un mécanisme soit mis en place pour traiter de l'érosion des préférences et que l'exemption d'engagement de réduction pour les PMA soit traité comme un principe sacro-saint.

Concernant les négociations sur les services, les ministres ont félicité l'Egypte, le Gabon, le Kenya, l'Ile Maurice et la Tunisie qui ont soumis des offres initiales dans le cadre des négociations sur les services. Ils ont en outre encouragé les autres pays africains à suivre leur exemple. Pour améliorer leur participation aux négociations sur les services les ministres africains ont demandé une amélioration substantielle pour l'accès aux marchés pour les modes et les secteurs d'exportation des pays africains, en particulier le mode 4 où ils demandent aux membres de prendre des engagements visant à assurer un résultat commercial significatif pour les pays africains. Sur la question de l'évaluation, les ministres ont appelé la session extraordinaire du conseil à la finaliser à une date butoir avec des résultats spécifiques qui pourront permettre d'ajuster les négociations.

Les ministres demandent en outre que le travail de réglementation nationale soit achevé avant Hong Kong afin d'assurer que la discipline en matière de réglementation nationale renforce les engagements pris par les membres. Concernant les règles de l'AGCS telles que les sauvegardes d'urgence, les subventions et les marchés publics, les ministres demandent de passer du stade de définition à celui des questions de fond.

Sur la facilitation des échanges, les ministres ont reconnus les avantages potentiels susceptibles d'être tirés par les pays africains des mesures de facilitation des échanges. Toutefois, compte tenu du fait que la poursuite de la facilitation a un coût, les ministres ont accueilli favorablement l'approche présentée dans l'annexe « D » qui établit la nécessité d'une corrélation entre le niveau des engagements et le coût de la mise en œuvre de tout résultat potentiel. Revenant sur la nécessité de l'assistance technique, les ministres ont souhaité la collaboration entre les organisations internationales, régionales et sous-régionales dans l'octroi de celle-ci. Ils ont ainsi demandé que dans le contexte de nouveaux engagements sur la facilitation des échanges, l'espace politique suffisant

(suite à la page 22)

En perspective de la sixième conférence ministérielle de l'OMC, les PMA harmonisent leurs positions à Livingstone en Zambie

Les ministres du Commerce d'une quarantaine de pays les moins avancés (PMA) se sont réunis du 25 au 27 juin derniers à Livingstone, dans le sud de la Zambie, pour faire le point sur leur position par rapport aux négociations à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à la suite de l'échec de la réunion de Cancun, au Mexique, il y a deux ans.

Neuf pays non-membres des PMA - l'Argentine, le Canada, Hong-Kong, le Japon, Le Mexique, le Pakistan, le Brésil et la Suède - ont été invités à la réunion en plus du Directeur général de l'OMC mais aussi les représentants du Marché commun pour l'Afrique orientale et australe (COMESA), le Secrétariat du Commonwealth, l'Union européenne, la Banque mondiale et le groupe des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP).

A l'ouverture des travaux qui ont porté entre autres sur l'agriculture, y compris le coton, l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, les services, la facilitation des échanges et le traitement spécial et différencié, le ministre zambien du Commerce et de l'Industrie Dipak Patel, a souligné l'importance de la réunion des PMA, qui enverra un signal fort sur la position collective du groupe aux pays industrialisés du G-8 et à l'OMC concernant la nécessité d'introduire un commerce plus équitable et qui prend plus en compte les préoccupations de développement. Le ministre Patel a ainsi exhorté ses pairs à prendre des positions plus offensives dans les négociations commerciales pour évoluer d'une posture d'opposition systématique à une posture plus proactive de proposition qui donnerait plus de poids au groupe des PMA.

Si le défi majeur des PMA dans le système commercial international a été jusqu'ici de surmonter les contraintes liées à l'accès aux marchés, le Ministre Patel a souligné qu'en plus de celui-ci, il faudrait aussi ajouter le fait que ces pays pauvres doivent faire face aux subventions massives versées par les pays développés à leurs producteurs.

Dans la déclaration en 38 points produite à la fin de leurs travaux, les ministres du commerce des PMA ont appelé leurs partenaires commerciaux à prendre des engagements fermes pour faciliter l'accès aux marchés sans tarifs ni contingents à tous les produits originaires PMA. De tels engagements devraient, selon la déclaration, entrer en vigueur immédiatement et se baser sur des mesures durables et prévisibles sans aucune autre condition ou restriction. Les ministres ont en outre demandé une exemption complète des PMA de tout engagement de réduction, ainsi qu'un renforcement des systèmes et mesures de préférences actuelles afin d'éviter leur érosion. Ces préférences, selon la déclaration, ne devraient connaître aucune modification aussi longtemps que les pays développés useront de soutiens internes et autres subventions à l'exportation qui faussent l'équilibre du marché.

Pour traduire leur volonté de participer davantage au commerce international en acte, les ministres ont aussi demandé une assistance technique substantielle et des mesures effectives et durables de renforcement des capacités pour leur permettre d'augmenter leur capacité d'offres. En plus de la demande faite aux membres de l'OMC de convenir d'une date crédible en ce qui concerne l'élimi-

nation des subventions agricoles, les ministres des PMA ont aussi appelé les pays développés et les institutions internationales à annuler toute la dette due par leurs pays afin de leur donner des chances de réaliser les objectifs de développement du millénaire.

Pour atteindre ces objectifs et aussi d'autres, les ministres ont aussi demandé l'établissement d'un mécanisme de sauvegarde spécial qui permettrait aux PMA de prendre des mesures temporaires et urgentes pour faire face à des afflux massifs de produits étrangers ou à une baisse drastique de prix.

Se prononçant sur le nouveau plan de réforme du régime sucre que l'Union européenne a publié le 22 juin, les ministres PMA ont critiqué la démarche de l'UE et l'ont appelé à une application lente et progressive qui tiennent compte des besoins et des intérêts des pays producteurs, dont beaucoup sont PMA et dépendent quasi exclusivement du sucre pour lequel l'UE leur accordait des préférences depuis plus de quarante ans.

Les organisations de la société civile dénoncent l'absence d'avancées sur les préoccupations de développement

Les principales OSC africaines et internationales actives dans les domaines du commerce et du développement ont pris part à la rencontre en marge de laquelle elles ont organisé un forum pour discuter des questions et préoccupations importantes des PMA. Réunis sous le couvert du Réseau Africa Trade Network et d'autres partenaires, les OSC ont dans leur déclaration dénoncé le peu de progrès observés dans la négociation de sujets comme le traitement spécial et différencié, les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre, les questions de cohérence, qui sont tous des sujets fondamentaux pour les PMA. L'absence d'avancées dans ces sujets traduit selon les OSC le manque d'engagement des pays développés et le peu d'empressement à tenir leur promesse de faire en sorte que le cycle de Doha soit un cycle pour le développement. Comme l'ont fait les ministres, les OSC ont aussi demandé l'établissement d'un mécanisme de sauvegarde spécial en faveur des PMA afin de permettre à ceux-ci de protéger leurs agricultures et leurs industries naissantes.

Dialogue régional sur l'articulation entre le programme de Doha pour le développement et la négociation d'un accord de partenariat économique UE-CEDEAO

Enda Tiers Monde, Syspro2, et Third World Network Africa ont organisé du 16 au 17 juin à Saly, Sénégal, un dialogue politique régional sur l'articulation entre le programme de Doha de l'Omc et les APE UE-Cedeao.

La première session de ce dialogue a été consacrée à des communications techniques suivies de discussions sur notamment le document d'orientation sur l'articulation entre le programme de Doha pour le développement de l'OMC et l'APE UE CEDEAO présenté

(suite à la page 22)

Sur le chemin cahoteux de Hong Kong :... (suite de la page 2)

compromis sur les équivalents ad valorem (EAV), les pays en développement continueront de demander la fin des subventions à l'exportation «à une date crédible» et de tous les soutiens internes euro-américains qui créent des distorsions commerciales pour les produits agricoles comme préalable à la poursuite des négociations sur les autres sujets. Il y a cependant une nouvelle donnée sous-jacente à une telle demande. A supposer que les pays développés éliminent toutes leurs subventions incriminées, la hausse des prix agricoles attendue va avoir un premier effet mécanique de détérioration des balances commerciales pour les pays les plus pauvres dépendant des importations pour assurer leurs approvisionnements alimentaires. Les grands gagnants seront les pays du groupe de Cairns ou du G20 et les grands perdants les pays les plus pauvres d'Afrique. Ce qui va sûrement amener les pays en développement pauvres à complexifier davantage leurs positions sur ces questions.

En plus de ces considérations de fond, les négociations agricoles à l'OMC risquent aussi d'être profondément perturbées avec le départ prochain de l'ambassadeur Tim Groser de la présidence des négociations agricoles. En effet même si cela peut sembler difficile à comprendre pour une organisation comme l'OMC, le départ d'un homme connu pour son engagement dans la conduite des discussions sur l'agriculture et ayant obtenu le compris sur les EAV, sera certainement une perte pour l'organisation, surtout à un moment où l'incertitude reste le maître-mot des négociations.

Les services apparaissent comme un autre point d'achoppement. Le non respect des délais pour la soumission des offres, la faiblesse de celles-ci en quantité comme en qualité, les divergences sur la réglementation intérieure, la question des sauvegardes et les benchmarks laissent entrevoir une cassure entre pays développés et en développement qu'il sera certainement improbable de résorber d'ici Hong Kong. Globalement, les premiers souhaitent obtenir pour leurs entreprises de services, bancaires, financiers, professionnels ou de transport une liberté plus grande de s'installer et d'opérer dans les pays en développement tandis que les seconds veulent insister sur « l'espace politique nécessaire » à la conduite de leur politique de développement et sur la possibilité qu'auraient leurs professionnels de venir dans les pays riches offrir des prestations, renvoyant donc aux questions sensibles d'immigration temporaire et de visas de travail.

Des divergences similaires apparaissent aussi sur les questions relatives à l'accès aux marchés pour les produits non agricoles. Même si les membres ont convenu de rechercher des éléments communs dans les propositions sur la table en vue d'avoir une formule de réduction acceptable, cet aspect s'avère pour le moment difficile, car ils se sont montrés jusqu'ici profondément divisés tant sur la structure de la formule que sur les flexibilités à accorder aux pays en développement, dans son application.

...à la situation politique en Europe.

A priori, on se demanderait légitimement si le rejet de la constitution européenne par un ou deux pays d'Europe peut ou doit impacter négativement sur l'évolution des négociations commerciales qui engagent 148 membres ayant tous, en principe, le même poids. A priori on répondrait non.

Mais si on analyse de près les arguments des partisans du « non » en France, leur appartenance socioprofessionnelle et le poids de la

France dans la construction européenne et l'orientation de ses politiques, on comprendra sans doute que les positions de l'Union européenne à l'OMC ou ailleurs pourraient évoluer pour prendre en compte de tels éléments largement partagés dans d'autres pays d'Europe. Certes, le « non » français sanctionne d'abord une politique nationale. Toutefois, la perception par les français d'une Europe ultra libérale où serait transférées les compétences nationales et qui « n'existerait que pour favoriser la libre-concurrence, l'ouverture des marchés, les délocalisations et le rétrécissement de l'Etat » a beaucoup pesé sur la balance. 46% des votants français ont avancé que le traité européen augmenterait le chômage, 36% dénoncent son orientation libéral. Le non à la constitution européenne a été soutenu par 70% des agriculteurs français, 79% des ouvriers et 67% de divers employés.

Ces résultats traduisent une réalité implacable que Bruxelles ne peut ignorer au risque de voir certains membres de l'Union européenne, contraints par leurs citoyens, à remettre en cause certains acquis fondamentaux de la construction européenne. Cela pourrait ainsi se traduire à l'OMC notamment par une Union européenne hésitante à prendre certains engagements. On se rappelle qu'à Cancun, certains observateurs avaient accusé, à tort ou à raison, les Etats-Unis d'avoir, par leurs positions, volontairement sabordé la conférence pour éviter de prendre des engagements sur les subventions agricoles, notamment sur le coton, au moment où Bush était en pré-campagne électorale.

Suivant la même logique, on verrait alors mal comment l'Union européenne «post-référendaire» pourrait avancer davantage dans la voie des concessions aux pays en développement, y compris la Chine, pour l'accès à ses marchés.

Sauvegardes spéciales : Un mécanisme de prix... (suite de la page 2)

ner une réduction des prix à la production intérieurs, même avant de brusques poussées des importations.

Prix d'intervention

En raison des inconvénients potentiels du recours au volume de déclenchement, le Mécanisme de sauvegarde spéciale devrait reposer sur un prix d'intervention et suivre une règle commune à tous les Membres de l'OMC. Ce mécanisme de prix plancher devrait être un prix de référence qui incorpore les tendances à long terme des prix mondiaux et qui ne soit pas soumis à des modifications en raison de considérations nationales. En soustrayant le prix de déclenchement à des considérations d'ordre national, on devrait assurer la crédibilité de l'attachement d'un gouvernement à ne recourir à la sauvegarde que pour éviter de fortes baisses des prix, et inciter les producteurs nationaux à planifier pour la compétitivité à long terme. Les tendances pourraient être ajustées périodiquement, en fonction de règles d'ajustement convenues durant les négociations de l'OMC, ce qui ne nécessiterait pas la poursuite des négociations. Un élément important devant assurer la transparence de la politique et éviter les abus est d'exiger une notification détaillée au Secrétariat de l'OMC, peut-être tous les six mois, indiquant les produits pour lesquels des sauvegardes ont été activées. Ceci servirait également de base de données pour la détermination des prix de référence. Les Membres de l'OMC de-

(suite à la page 16)

Sauvegardes spéciales : Un mécanisme de prix... (suite de la page 15)

vraient disposer de renseignements à jour et être en mesure de mener des consultations. Pour rehausser la transparence, le Secrétariat de l'OMC devrait aider tous les pays qui projettent de recourir à la sauvegarde à mettre en place un système de calcul des prix de références et des surtaxes.

En raison de l'importance que revêt l'utilisation aisée et rapide des instruments de sauvegarde, en particulier si une sauvegarde doit être limitée dans le temps, il semblerait que la preuve du préjudice et la compensation ne devraient pas être nécessaires. Le déclenchement des sauvegardes variables devrait être spécifié en termes de cas bien définis de baisse des prix, applicables de manière universelle à tous les pays.

L'accès aux sauvegardes spéciales devrait, toutefois, être subordonné à des niveaux faibles de transferts de soutien. Les pays ayant la capacité de recourir à d'autres mécanismes de filets de sécurité (le revenu par tête est un bon substitut) pour protéger les producteurs durant des périodes de baisse des prix, devraient être exclus. Le résultat final devrait être la mise à disposition des sauvegardes spéciales uniquement pour les pays en développement.

En ce qui concerne les prix de référence spécifiques qui déclencheraient la sauvegarde, un prix de référence fondé sur une tendance à la régression éviterait la plupart des problèmes associés à d'autres indicateurs de prix. Il est évident qu'une tendance fondée sur la régression reste le problème de tous les prix de référence, ces prix ne permettant pas de prévoir de manière exacte les tendances futures à long terme. Néanmoins, il reste que le prix de référence reste le mécanisme le plus pratique dont on dispose pour faire des prévisions, d'une certaine manière, concernant la tendance des prix, sur la base de données historiques.

Produits ciblés

Du point de vue du libre-échange et sur le plan pratique, l'application simultanée des sauvegardes devrait être limitée à un petit nombre de produits, bien que les instruments puissent être disponibles pour tout produit. Il a été suggéré de restreindre ce mécanisme à des récoltes assurant la sécurité alimentaire. Toutefois, au lieu d'en limiter le recours, durant toute période, à un petit nombre de produits importables pour lesquels le tarif consolidé est bas, nous ne voyons aucun avantage à restreindre un pays dans la détermination de ses propres priorités. L'OMC aurait des difficultés à gérer le contrôle de l'application simultanée à un grand nombre de produits par pays, et les pays à titre individuel auraient du mal à gérer les données requises. De plus, en limitant le nombre de produits auxquels des sauvegardes pourraient être appliquées, à toute période donnée, on aiderait à empêcher une utilisation abusive de l'instrument et à maintenir la concentration sur des produits politiquement sensibles pour lesquels une absence de protection constituerait un obstacle à la libéralisation des échanges.

Décrypter le différend du coton ... (suite de la page 4)

une base commerciale. Toutefois, il peut être difficile de mettre en place de telles mesures rapides dans un programme qui bénéficie de l'appui fort du Congrès américain.

Ce qui est plus problématique pour les États-Unis, c'est de voir comment adapter les programmes qui, selon la décision du groupe spécial, dépriment les prix de manière significative. Le retrait de la subvention nécessiterait des modifications majeures de la législation américaine, ce qui pourrait ne pas être facile à faire en dehors du contexte de la prochaine Farm Bill. Il pourrait sembler plus facile de prendre des mesures pour supprimer les incidences négatives sur le Brésil. Toutefois, les prix étant un peu plus élevés que durant la période couverte par le différend, toute tentative visant à restreindre les exportations américaines de coton pourrait se révéler difficile. Il n'est pas politiquement plausible de compenser le Brésil pour les pertes d'exportation et un arrangement visant à stimuler les exportations brésiliennes d'autres produits de base serait également impopulaire. Il n'y a donc pas de perspectives de changement de ces aspects de la politique américaine, au moins jusqu'en 2007, période à laquelle les politiques peuvent dans tous les cas être modifiées, en raison du Cycle de Doha.

Une question secondaire intéressante soulevée par le rapport du groupe spécial est la conclusion selon laquelle les versements directs et les versements au titre de contrats de flexibilité de la production ne peuvent prétendre à la catégorie verte. Ceci semblerait indiquer que des pays pourraient demander aux États-Unis de présenter à nouveau des notifications du soutien interne pour les années visées. Il est presque certain que ceci mettrait les États-Unis en dépassement de leurs limites dans leur catégorie ambre et entraînerait des problèmes graves avec les partenaires commerciaux. Si ceci devait être résolu à travers une contestation, (tâche plus facile du fait qu'aucune question de préjudice grave ne serait pertinente), les États-Unis auraient à apporter des changements majeurs à leur politique agricole. Mais là encore, il y a de fortes chances que ces questions soient résolues dans le contexte du Cycle de Doha.

Incidences sur le droit de l'OMC

Le point important du différend sur le coton en ce qui concerne le droit de l'OMC, c'est que ce différend clarifie plusieurs aspects de l'application des règles de l'OMC aux subventions agricoles. La Clause de paix a effectivement dissuadé les Membres de contester les subventions agricoles au titre de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, avant 2004. Bien que le groupe spécial ait décidé que la Clause de paix ne protégeait pas les subventions américaines visées, ce différend est au mieux considéré comme la première contestation 'post-Clause de paix' des subventions agricoles. On peut beaucoup spéculer sur la compatibilité des subventions agricoles avec les dispositions de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires. Toutefois, le groupe spécial a indiqué qu'au moins dans ce différend, ces restrictions étaient à la fois pesantes et générales. Alors que la décision concernant le préjudice grave était fondée sur l'incidence des subventions américaines sur les prix mondiaux du coton, la même disposition de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires porte également sur les subventions qui ont pour effet d'entraver les exportateurs sur les marchés nationaux et sur les marchés des pays tiers, ainsi que sur leur incidence sur les parts de marché. En outre, bien que ceci n'ait pas été jugé pertinent pour cette affaire, l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires contient des dispositions pour les cas où la 'menace' de préjudice grave existe.

Ce différend peut ouvrir la voie ou non à une multitude de contestations similaires : ceci dépend en grande partie du point de savoir si le Cycle de Doha réussira à réduire les subventions. Toutefois, le rapport du groupe spécial fournit certainement un encouragement aux pays qui se sont abstenus de faire des contestations parce qu'ils estimaient que les groupes spéciaux auraient des difficultés à collecter des preuves de préjudice grave. Dans les marchés où de nombreux facteurs contribuent à la performance des exportations d'un pays donné, il est problématique d'établir des relations de cause à effet. Mais le groupe spécial n'a nullement semblé impressionné par les opinions divergentes des experts appelés à témoigner, concernant l'ampleur et la direction de l'incidence des subventions américaines sur les prix mondiaux du coton ; en se fondant essentiellement sur des éléments de preuves tirés d'études économiques, le groupe spécial a décidé que la production de coton aux États-Unis avait une incidence significative sur le prix du marché mondial. Bien qu'il ait évité de lier sa décision à une étude particulière quelconque, le groupe spécial sur le coton s'est certainement davantage concentré sur ces éléments de preuve que de nombreux groupes ne l'avaient fait auparavant, poursuivant ainsi une tendance à fonder les décisions sur une argumentation et une quantification économiques pour préciser des termes tels que 'substantiel' et 'significatif' qui émaillent les règles sur les incidences commerciales des subventions. Le différend sur le coton sera probablement cité dans de nombreux rapports de groupes spéciaux, dans les années à venir.

Implications pour le Cycle de Doha

L'incidence du différend sur le coton sur les négociations en cours dans le cadre du Cycle de Doha est ambiguë. D'une part, beaucoup de personnes aux États-Unis (et en Europe) ont considéré que le fait de porter le différend à l'OMC était une complication inutile. Ceci avait suscité, chez les deux grandes superpuissances agricoles traditionnelles, autant de rancœur que lorsque leur communication conjointe du 13 août 2003 avait été contrée par la coalition du G-20, qui défendait une approche plus agressive de la réduction des subventions agricoles. Les politiciens ne se sentent pas à l'aise pour négocier à 'l'ombre du droit', car ils considèrent que leurs possibilités de compromis sont restreintes par des interprétations juridiques des décisions politiques. Mais par ailleurs, il faut une certaine motivation pour mener le Cycle à terme, et la perspective d'une multitude de contestations à l'OMC sur des politiques agricoles établies peut concentrer l'esprit diplomatique.

Laissant de côté l'incidence des motivations et des attitudes des partenaires dans la négociation, on peut soutenir que le Cycle est le site approprié pour clarifier les questions soulevées par la décision sur le coton. La question de savoir si des restrictions à la culture de récoltes alternatives (et celle de savoir si la modification de la base historique sur laquelle les versements découplés sont effectués invalide de tels versements) sont des questions naturelles à résoudre dans le cadre des discussions sur l'agriculture.³ L'élimination de l'élément subventions à l'exportation dans les garanties de crédit à l'exportation est déjà prévue, en même temps que celle d'autres incitations à l'exportation de ce type, dans le cadre de l'Accord sur l'agriculture. Les modifications à apporter aux programmes de garanties de crédit à l'exportation pour les rendre conformes à la décision du groupe spécial pourraient être

coordonnées à une liste pour l'élimination des subventions à l'exportation. Et la perspective d'une forte réduction des versements au titre de la catégorie ambre pourrait être compatible avec une réduction convenue des subventions dont bénéficient les producteurs de coton américains, tout en contribuant à résoudre les problèmes que le Sous-comité du coton rencontre pour garantir que d'autres régions productrices de coton sont satisfaites.

Il y a peu de chances de pouvoir concilier la résolution du différend sur le coton et les résultats du Cycle de Doha sans susciter de controverses. Le Brésil fera valoir qu'il ne devrait pas perdre à la table de négociation ce qu'il a gagné dans la décision du groupe spécial. Le Cycle doit proposer davantage de disciplines sur les subventions que le différend sur le coton n'en impose, et non moins. Et le Brésil peut soutenir qu'il a déjà payé (dans le Cycle d'Uruguay) pour les avantages que la décision du groupe spécial donnera à ses exportateurs. Mais la question qui se pose est savoir si le groupe spécial (et peut-être d'autres groupes spéciaux qui rendent compte des questions relatives aux subventions agricoles) est en train de rompre l'équilibre délicat des avantages en donnant aux Accords de l'OMC des interprétations qui ne correspondent ni à l'intention ni à la compréhension des négociateurs. Par exemple, les producteurs de fruits et légumes aux États-Unis peuvent raisonnablement soutenir que personne ne considérerait que les restrictions sur l'utilisation des terres dans la législation sur récoltes liées à des programmes fait l'objet de marchandages dans le cadre de l'Accord sur l'agriculture. On peut donc soutenir de manière plausible que les décisions de l'OMC doivent être intégrées comme facteurs dans les discussions en cours, pour préserver l'équilibre politique des avantages. Toutefois, le groupe spécial a certainement quelque peu encouragé ceux qui cherchent à réduire les subventions des pays développés et ceci peut, à terme, être l'incidence dominante du différend.

Quelle est la prochaine étape pour le commerce ... (suite de la page 5)

technique solide – par des pressions politiques et des formulations imaginatives dans le nouvel accord. Le préjudice grave ne doit plus jamais se produire.

La politique agricole américaine aura besoin de changements importants. La décision sur le coton est un signal que Washington ne peut ignorer. Espérons que l'affaire fournira aux décideurs américains l'excuse nécessaire pour affronter les puissants lobbies. Il est important de noter que le groupe spécial n'a pas contesté les filets de sécurité pour les agriculteurs américains ou les instruments de politique destinés à répondre aux préoccupations environnementales ou à celles des consommateurs. Ce qu'il a toutefois condamné, c'est la capacité des trésors des pays développés à rehausser artificiellement la compétitivité, en détruisant ainsi les marchés internationaux et les opportunités de développement pour les pays pauvres.

Les critères de découplage seront vitaux

L'orientation des pays développés vers des politiques commerciales ayant moins d'effets de distorsion des échanges à travers ce que l'on appelle le « découplage » est importante. Mais nous devrions être prudents pour garantir qu'un découplage réel est effectué : les

³ L'Accord sur le Cadre de juillet comprend une discussion sur les critères au titre de la catégorie verte.

Quelle est la prochaine étape pour le commerce ... (suite de la page 17)

modifications récentes apportées en Europe et aux États-Unis n'atteignent pas cet objectif. Les nouveaux versements directs reposent toujours sur un certain nombre de conditions qui maintiennent de fait le lien entre les subventions et la production.

Les versements directs ne tombent pas automatiquement au titre de la catégorie verte. Alors qu'ils peuvent ne pas être un soutien classique au titre de la catégorie ambre ou bleue, des contrôles rigoureux sont nécessaires en ce qui concerne le découplage lié aux superficies de base de la production ou à l'interdiction de certaines récoltes, et les versements directs liés aux préoccupations dites environnementales. Le découplage ne peut pas être effectué de manière à continuer à canaliser la production vers le même type de produits, ce qui reviendrait à re-coupler les subventions à la production.

Implications pour le Cycle de Doha

Nous négocions depuis 2000, car l'agenda intégré de l'Accord sur l'agriculture nous a formellement contraints à nous asseoir dans la même salle. Il est temps, à présent, d'arriver à un accord, avec des progrès réels dans les marchés agricoles encore fortement faussés. Découplage ou non, les pays développés ne peuvent être autorisés à stimuler les exportations par des subventions, d'une couleur quelconque.

Ce que le système de règlement des différends a donné au coton, le Cycle de Doha devrait le donner à tous les produits agricoles : une forte réduction des subventions qui élimine la concurrence illégale sur le marché international. Il faudrait pour ce faire que les États-Unis acceptent qu'ils ne peuvent continuer d'exporter grâce à des subventions encore qualifiées de « soutien interne ».

Le groupe spécial a condamné ce que l'on appelle communément le dumping. Le dumping du coton doit s'arrêter immédiatement. Le Cycle de Doha devrait élargir cette victoire à d'autres produits et à d'autres pays, sans qu'il y ait besoin de différends supplémentaires. La négociation serait certes bien préférable à la contestation, mais un retard dans la mise en œuvre de la décision du groupe spécial sur le coton est inacceptable et n'a absolument rien à faire avec le Cycle de Doha.

Le Trésor américain doit sortir du marché international du coton. Les producteurs brésiliens, africains et nord-américains devraient entrer en concurrence sur un pied d'égalité. Il ne faudrait plus priver les pays d'opportunités de développement où les coûts de production sont plus bas.

La Commission pour l'Afrique appelle à des résultats... (suite de la page 6)

Une préoccupation majeure des gouvernements africains dans le Cycle actuel est qu'ils seront encouragés à adhérer à des engagements qui les exposent à des actions intentées par d'autres Membres de l'OMC, à travers le système de règlement des différends. Cette crainte a contribué à mener le Cycle de Doha dans l'impasse. Le rapport propose un 'test du développement' pour que toute mesure prise par un pays en développement ne puisse aboutir à des sanctions approuvées par l'OMC que s'il est démontré qu'elle est inutile à des fins de développement.

Concernant le commerce, la réussite de la Commission sera jugée moins par ce que le rapport recommande que par le point de savoir si elle galvanise l'action. Les politiques problématiques de l'UE et d'autres pays riches pourraient être traitées rapidement s'il y avait la volonté politique d'agir. Toutefois, sans changements radicaux dans le cadre de Doha, les problèmes de l'Afrique continueront d'avoir moins de poids politique que les préoccupations des producteurs de sucre, des fabricants de vêtements et des consommateurs des pays développés.

Agriculture : le G20 et le G33 émettent des positions... (suite de la page 8)

(en examinant également le remplacement par des importations) et leur rôle pour le développement plus large. Le Kenya a également répété que les produits spéciaux devraient pouvoir prétendre au mécanisme de sauvegarde spéciale.

La communication portant sur le mécanisme de sauvegarde spéciale présentait les paramètres pour négocier un tel mécanisme, en soutenant que les Membres devraient examiner des seuils fondés à la fois sur le prix et sur le volume, pour permettre aux pays de se protéger contre les brusques poussées des importations et contre les fluctuations internationales des prix. Le texte spécifiait également que les mesures de sauvegarde, qui pourraient prendre la forme de droits additionnels, ainsi de restrictions quantitatives, devraient être déclenchés automatiquement.

Dans la discussion qui a suivi, la Chine, le Nicaragua et Cuba ont déclaré que les produits spéciaux devraient être limités à un certain pourcentage des lignes tarifaires. L'Inde et Maurice ont rétorqué qu'il ne devrait pas y avoir de limite sur le nombre de produits sensibles. Selon le Pérou, les Membres ne devraient pas être autorisés à désigner des produits tropicaux comme produits sensibles, ce qui a suscité un débat sur le rôle de tels produits dans le commerce Sud-Sud. La Malaisie et la Thaïlande ont déclaré que l'exportation vers d'autres pays en développement était un instrument très important pour la réalisation des objectifs de développement et ne devrait pas être inconsidérément entravée. La Barbade a tenté de trouver une position intermédiaire en reconnaissant ces préoccupations, mais en mettant également l'accent sur le fait que les produits spéciaux peuvent aider à prendre en compte les besoins pressants en matière de développement parmi les populations vulnérables de nombreux autres pays en développement. Selon la Colombie, les produits d'exportation ne devraient pas être éligibles comme produits spéciaux car ils ne répondent pas aux critères de sécurité alimentaire. Le Chili a souligné qu'il y avait de nombreuses formes de traitement spécial et différencié auxquelles les pays ont recours, en plus des exemptions pour les produits spéciaux, notamment le mécanisme de sauvegarde spéciale.

Les États-Unis ont déclaré que la demande d'un mécanisme de sauvegarde spéciale faisait double emploi avec la question des produits spéciaux, en soutenant que les deux instruments étaient utilisés pour la même fin. Le G-33 a riposté que le second instrument était une exemption à plus long terme, à des fins de développement et de sécurité alimentaire, alors que le mécanisme de sauvegarde spéciale était un mécanisme à court terme destiné à aider les pays en développement à prendre en compte les fluctuations des prix des produits et les brusques poussées des importations qui en résultent.

Le Canada et le G-20 recherchent des critères plus stricts pour la catégorie verte

Alors que la dernière semaine de l'agriculture, qui s'est déroulée du 30 mai au 3 juin, se concentrait essentiellement sur les questions d'accès aux marchés, les Membres de l'OMC ont également débattu de la « Catégorie verte » de soutien interne exemptée des engagements de réduction, durant les négociations informelles du Comité de l'agriculture, les 30-31 mai. La catégorie verte contient les subventions n'ayant pas d'effets de distorsion (ou des effets de distorsion tout au plus minimes) sur les échanges, qui sont financées par les gouvernements, qui n'impliquent pas de soutien des prix ou qui ne ciblent pas des produits particuliers. Le Cadre de juillet de 2004 appelait au réexamen et à la clarification de la Catégorie verte. Alors que des Membres tels que l'UE et les pays développés importateurs de produits alimentaires du G-20 considèrent le réexamen comme un simple « bilan de santé », d'autres souhaitent s'assurer que les critères pour les subventions répondent à l'objectif de la catégorie.

Dans les négociations, le Canada et le G-20 ont déclaré que certains des programmes actuellement dans la catégorie verte pourraient, en contradiction avec les objectifs de la catégorie, avoir des effets de distorsion des échanges. Dans une communication présentée le 30 mai, lors d'une consultation informelle, le Canada a suggéré un certain nombre d'amendements détaillés visant à garantir que les subventions exemptées n'ont pas d'effets de distorsion des échanges. Par exemple, en ce qui concerne les lignes de bases et les périodes de référence par rapport auxquelles les versements sont faits, le Canada a cherché à simplifier les calculs, à rehausser la clarté et à veiller à ce que les périodes de référence soient représentatives, fixes et notifiées. Pour ce qui est des versements d'ajustement structurel, pour le retrait des producteurs et des ressources, le Canada souhaitait s'assurer que ceux-ci étaient limités dans le temps, afin de remplir leurs objectifs, au lieu de durer indéfiniment. Concernant les versements liés à l'environnement, le Canada a cherché à s'assurer que ces versements étaient indépendants du volume de la production et liés uniquement aux coûts additionnels de mise en conformité avec des conditions imposées par les gouvernements.

Le G-20 a présenté, le 2 juin, une nouvelle communication qui vise à exclure de la Catégorie verte les subventions ayant des effets de distorsion des échanges, et suggère notamment de garantir que les versements directs aux producteurs exemptés ne sont pas liés aux niveaux de production. La communication suggère un certain nombre d'amendements visant à fournir un traitement spécial et différencié aux pays en développement, notamment : une modification qui garantit que le soutien au revenu exempté n'est fourni qu'aux producteurs à faible revenu ; une exemption pour les subventions visant une réforme agraire dans les pays en développement ; un appel à permettre aux pays en développement davantage de flexibilité pour décider quel type d'assurance ou de soutien du revenu après des catastrophes naturelles exempter ; et une exception à certains des critères plus stricts pour exempter les versements faits dans le cadre des programmes d'assistance régionale.

La Côte d'Ivoire, le Kenya, le Rwanda, la Tanzanie et le Zimbabwe ont de leur côté, le 3 juin dernier, présenté une proposition relative à la baisse des prix des produits de base et à la crise que cela avait engendrée dans les pays africains. Ces pays souhaitaient un débat sur des dispositions spéciales possibles en matière d'ac-

cès aux marchés, sur les systèmes de gestion de l'offre et les régimes de stabilisation des prix de produits de base tels que le thé, le café, l'huile de palme, etc. Ils ont appelé à un processus de consultation, dans le cadre de l'OMC, qui impliquerait également le secteur privé. Groser a déclaré qu'il organiserait des consultations sur la proposition.

Réunion des ministres du G-33 à Djakarta, sur les produits spéciaux et la sauvegarde pour l'agriculture

Lors de la réunion de Djakarta, les membres du G-33 ont réaffirmé nombre des points qu'ils avaient soutenus durant la dernière « semaine de l'agriculture » à l'OMC. Ceux-ci comprenaient une revendication selon laquelle les pays devaient bénéficier d'une « flexibilité maximale » dans la désignation des produits spéciaux (à des fins de sécurité alimentaire, de développement rural et de garantie des moyens d'existence), car un ensemble commun d'indicateurs ne peut refléter les situations largement différentes entre pays en développement et même au sein de ces pays. Ces produits ne devraient pas faire l'objet de réduction tarifaire et le mécanisme de sauvegarde spéciale devrait être à la disposition de tous. Concernant le mécanisme de sauvegarde spéciale, le G-33 a convenu qu'il devait être applicable à tous les produits – au lieu d'être lié à des niveaux tarifaires faibles ou à des engagements de forte réduction tarifaire – et devrait être déclenché sur la base à la fois des brusques poussées des volumes et des baisses de prix. Le G-33 a mis l'accent sur la nécessité de régler les questions des produits spéciaux et du mécanisme de sauvegarde spéciale d'ici la réunion ministérielle de HongKong.

S'adressant à la presse, à Djakarta, le ministre indonésien du commerce, Mari Pangestu, a mis l'accent sur le fait que « le G-33 qui regroupe 42 pays en développement maintiendra ses tarifs sur les produits de la catégorie des produits sensibles, ou si les tarifs doivent être abaissés, ceci se fera au moins bien après que les autres pays l'ont fait. » L'Indonésie sert de coordinateur du groupe. A la suite de la réunion du G-33, le ministre indien du commerce, Kamal Nath, a noté : « Nous ne demandons rien de plus que ce que l'Agenda du développement de Doha et l'Accord sur le Cadre de juillet de l'OMC nous offrent déjà » et a appelé ses homologues ministres à adopter une position déterminée sur les produits spéciaux et le mécanisme de sauvegarde spéciale, lors des négociations. Il a également suggéré que le G-33 se réunisse régulièrement, en marge des réunions importantes liées au commerce.

Les ministres ont également appelé à des progrès dans les négociations générales sur l'agriculture. Concernant la formule pour les abaissements en matière de réductions tarifaires, ils se sont opposés à une approche d'harmonisation stricte, tout en mettant l'accent sur le fait que les pays développés devaient procéder à des réductions tarifaires plus fortes que les pays en développement.

Traitement spécial et différencié : les discussions .. (suite de la page 9)

cycle de négociations actuel. Toutefois, selon un certain nombre de pays développés, dont la Suisse et les États-Unis, les PMA ne pouvaient s'attendre ni à ne prendre aucun engagement, ni à bénéficier d'une exemption générale permanente, car l'objectif des

(suite à la page 20)

Traitement spécial et différencié : les discussions .. (suite de la page 19)

Membres de l'OMC était d'intégrer, à un certain stade, les PMA dans le Système commercial multilatéral et de leur permettre d'en tirer profit. Certains PMA ont laissé entendre que le but de la proposition était de prendre en compte les coûts de la mise en œuvre des disciplines de l'OMC, et non de demander une exemption générale. L'Inde et le Brésil, avec plusieurs autres pays en développement, ont suggéré aux PMA de reformuler la proposition.

Les propositions restantes demandent que les PMA soient exemptés des MIC (proposition 84), qu'ils ne soient pas tenus de prendre des engagements préjudiciables à leurs besoins ou à leurs capacités en matière de développement (proposition 88), et demandent aussi l'atténuation des incidences négatives de l'érosion des préférences pour les PMA (proposition 36, qui n'a pas été débattue).

Les discussions sur chaque thème ont montré que certaines des propositions soit étaient dépassées, soit ne prenaient pas en compte les préoccupations et les besoins des pays qui les présentaient. À ce titre, les PMA se sont réunis de manière informelle avec d'autres Membres, après la session, pour débattre de la manière dont les propositions pouvaient être reformulées pour mieux prendre en compte leurs besoins, un processus qu'ils avaient poursuivi en groupes restreints. La reformulation s'est faite avec l'aide du Secrétariat de l'OMC.

Le président de la SS – CCD, Faizel Ismaïl, va poursuivre les consultations dans des groupes restreints au cours des semaines à venir pour trouver un compromis sur la reformulation des propositions des PMA. Une fois que celles-ci seront acceptées, les membres se pencheront alors sur les propositions des autres groupes en commençant par le groupe africain.

Négociations sur les services : la controverse autour... (suite de la page 10)

fondé du débat sur ces objectifs, en soutenant que le (CCSF) était un comité technique dont la tâche était d'approfondir chez les Membres la perception des questions relatives au commerce des services financiers, plutôt que de servir de forum pour les négociations. De plus, ces pays ont fait valoir que de tels benchmarks allaient à l'encontre des modalités énoncées dans l'AGCS et convenues le 28 mars 2001, dans les Directives et procédures de négociation pour les discussions sur les services. En outre, certaines délégations des pays en développement ont souligné que si le CCSF est de fait tenu de servir de forum de négociation, y compris d'établir des benchmarks pour les négociations sur l'accès aux marchés, les pays développés étaient donc en train de se contredire en empêchant un autre comité technique, à savoir le Comité des engagements spécifiques, d'établir des benchmarks pour les négociations en discutant des offres pour obtenir des entrées plus claires, moins ambiguës, dans les listes d'engagements.

Nouvelle approche américaine pour donner une impulsion aux discussions sur les services ?

Le représentant adjoint américain au commerce extérieur, Peter Allgeier, a, le 17 mai, laissé entendre que l'approche de présentation de « demandes et d'offres » dans les négociations sur les services à l'OMC n'avait pas abouti à des résultats significatifs, et a déclaré qu'une approche plus proactive était nécessaires pour amener les

Membres à atteindre la norme américaine pour l'ouverture des marchés dans le secteur des services. S'exprimant lors d'une séance du Ways and Means Subcommittee de la Chambre des représentants américaine, Allgeier a déclaré que les États-Unis avaient, de manière informelle, lancé certaines idées initiales auprès de quelques Membres de l'OMC, le président des négociations sur les services, Alejandro Jara, ayant appelé à des idées informelles sur les voies et moyens de relancer les discussions. Selon Allgeier, l'approche de la présentation de demandes et d'offres pourrait s'accompagner d'une ouverture accrue des marchés dans des « domaines cruciaux centraux » qu'il faudrait identifier. Les représentants du secteur des services américain ont fait part de leur appui à une libéralisation accrue du secteur des services. Selon Norman Sorensen, président de la Coalition of Services Industries, les négociations sur les services sont en crise parce que « trop peu d'offres ont été présentées, et les offres présentées assurent trop peu de libéralisation » et tireraient avantage d'une nouvelle approche. À cet égard, les Membres de l'OMC devraient convenir d'ouvertures initiales des marchés dans tous les secteurs des services et s'appuyer sur cela.

Facilitation des échanges : un afflux de nouvelles ... (suite de la page 11)

pour les redevances et les formalités ayant trait au commerce (article VIII) aiderait les petites et moyennes entreprises. La communication de Singapour (TN/TF/W/38) mettait l'accent sur l'importance que revêtaient les décisions anticipées (c'est-à-dire l'information préalable sur la classification des droits de douane, l'évaluation en douane, etc.) pour l'amélioration de la certitude et de la prévisibilité en ce qui concerne les procédures douanières. La communication du Pérou recommandait que les Membres adhèrent aux conventions de l'Organisation mondiale des douanes (OMC) qui cherchent à harmoniser et à simplifier les procédures douanières.

Le Groupe africain met l'accent sur le droit de choisir les options de politique et sur les flexibilités

Le groupe de Membres africains de l'OMC (TN/TF/W/33) a fait état du fait que le droit de choisir les options de politique et d'exercer des flexibilités, accordé aux pays en développement et aux PMA, devait rester sacro-saint. La proposition a mis l'accent sur l'importance que revêtaient le traitement spécial et différencié, l'assistance technique, la constitution de capacités et le soutien à l'assistance en matière de mise en œuvre. Les priorités identifiées par le Groupe africain comprenaient la réduction des coûts du transport et des communications, le renforcement des capacités des agences douanières et l'intégration des entreprises et des économies africaines dans les systèmes internationaux de paiement et d'assurance.

Le Kenya plaide pour une assistance technique effective

Suivant la voie tracée par le Groupe africain en mai, le Kenya a plaidé pour que l'identification des besoins en matière d'assistance technique soit une priorité dans le mesure où la mise en œuvre des décisions sur la facilitation des échanges va engendrer les contraintes supplémentaires pour les pays en développement. Il a ainsi déclaré que le fait de ne pas donner à l'assistance technique l'importance qui sied peut ralentir les négociations. Abondant dans le même sens un autre délégué d'un pays en développement a suggéré que les propositions prennent en compte l'information sur les infrastructures et les coûts liés à la mise à niveau, ainsi que les mesures d'assistance technique que les membres, en

particuliers développés, sont en mesure de fournir. Les pays pourront, en conséquences, évaluer de façon réaliste les coûts de liés à leurs engagements et faire des demandes précises sur leur besoins en matière d'assistance technique.

L'UE (TN/TF/W/37) a décrit ses initiatives d'assistance technique en cours, notamment un projet de 60 millions d'euros visant à moderniser le système douanier égyptien. L'UE a également spécifié que l'assistance technique liée à la facilitation des échanges était un volet important de ses négociations commerciales régionales avec les pays en développement. « Hongkong n'est pas l'horizon » pour la facilitation des échanges.

Marche à suivre pour la suite des discussions sur la facilitation

Selon un négociateur, il n'y a pas d'urgence à développer des 'modalités' pour la facilitation des échanges, comme c'est le cas pour d'autres domaines des négociations, car les articles du GATT fournissent aux Membres une base à partir de laquelle travailler. Les délégués devaient simplement évaluer les progrès réalisés dans les discussions et déterminer ce qui devait entrer dans un ensemble pour adoption lors de la Conférence ministérielle de l'OMC, en décembre, à HongKong. Toutefois, pour ce qui est des négociations, « Hongkong n'est pas l'horizon pour la facilitation des échanges. »

Les prochaines réunions sur la facilitation des échanges sont prévues les 25 et 26 juillet.

Différend sur le sucre : après la décision de l'organe... (suite de la page 12)

sur le régime du sucre et travaillera en étroite collaboration avec les Etats Membres sur les réformes nécessaires, préalablement à la Conférence ministérielle de l'OMC, de décembre. »

Le plan de réforme pour le sucre de l'UE rendu public

C'est le 22 juin dernier, comme prévu, que l'UE a rendu public son plan de réforme pour le sucre, donnant ainsi un coup d'accélérateur au processus de modification du régime sucrier européen, un système en place depuis plus de 40 ans.

La proposition comprend une réduction en deux étapes, de 39%, du prix garanti du sucre blanc ; une compensation aux agriculteurs de l'UE à hauteur de 60% de la baisse des prix sous forme d'une subvention découplée, liée au respect de normes de gestion environnementale et foncière ; et un programme de restructuration visant à encourager les producteurs les moins compétitifs à abandonner le secteur du sucre, ainsi qu'un appui aux fermetures d'usines. La réforme offre également une assistance aux pays ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique) qui bénéficient actuellement d'un accès préférentiel sur le marché du sucre européen.

Le plan de réforme est une version réactualisée d'un projet rendu public il y a un an, et vient à la suite d'une contestation fructueuse des subventions européennes au sucre à l'OMC, initiée par l'Australie, le Brésil et la Thaïlande. La production de sucre de betterave dans les pays tempérés est moins efficiente et plus coûteuse que la production de sucre de canne dans les pays tropicaux.

Lors de la publication du plan de réforme, la commissaire européenne à l'agriculture, Mariann Fischer Boel, a déclaré : « Je suis

convaincue que les producteurs de sucre de l'UE peuvent être compétitifs à l'avenir mais seulement si nous agissons dès maintenant et avec détermination afin de les préparer aux défis qui les attendent. Nous offrons une perspective de planification stable à long terme s'appuyant sur un fonds de restructuration largement doté afin d'encourager les producteurs les moins compétitifs à abandonner le secteur et de faire face aux retombées sociales et environnementales du processus de restructuration. »

Les réductions proposées se heurtent à de fortes critiques de la part des producteurs de sucre de l'Europe et des pays ACP clés producteurs de sucre, qui verraient les prix qu'ils obtiennent pour leur sucre enregistrer des baisses spectaculaires. La Commission européenne espère un accord politique sur la proposition lors du Conseil de l'agriculture de l'UE, de novembre 2005, préalablement à la Conférence ministérielle de l'OMC à HongKong.

Effets de la réforme sur les pays ACP et les PMA producteurs

Un certain nombre de pays ACP exportent du sucre vers le marché de l'UE à des prix garantis, au titre du Protocole du sucre de Cotonou, et seront durement touchés par la réforme. Ces pays ont des économies vulnérables et sont beaucoup moins compétitifs que de grands producteurs tels que le Brésil. De plus, les pays les moins avancés (PMA) bénéficient d'un accès garanti en franchise de droits, devant être totalement introduit d'ici 2009, aux fins de l'initiative Tout sauf les armes. La majeure partie des importations de l'UE vient de Maurice qui exporte 14 fois plus de sucre vers l'UE que le Brésil. Les pays ACP, l'Inde et les PMA continueraient à être en mesure d'exporter au nouveau « prix de référence » de l'UE, qui remplace le prix d'intervention. Le prix de l'UE sera toujours plus élevé que le prix mondial.

Dans le cadre du train de réforme, l'UE octroiera aux pays ACP une aide d'ajustement d'un montant de 40 millions d'euros en 2006, et continuera d'appuyer ce processus pendant une période de 8 ans. Selon l'UE, les mesures commerciales aux fins des accords de partenariat économique ACP-UE contribueront également à aider les pays ACP dans le processus d'ajustement. Selon Louis Michel, commissaire européen au développement : « Nous devons cesser de dire à certains pays qui n'arriveront jamais à être compétitifs dans le secteur du sucre qu'ils peuvent continuer à l'être. Je suis loin de penser que nous avons été assez honnêtes avec certains pays en maintenant un système qui les a rendu quasi-dépendants de certaines industries et qui les a détournés de la diversification. »

Préoccupés, les pays ACP et PMA demandent une introduction lente et graduelle de la réforme

Conscients des effets dévastateurs qu'une application rapide des mesures prises par l'UE pourrait avoir sur leur économies pour la plupart encore fragiles, les pays ACP et les PMA ont appelé à une introduction plus lente de la réforme, et à davantage d'assistance. Clement Rohee, ministre des Affaires étrangères de Guyana et porte-parole ministériel sur le sucre pour la CARICOM (Caribbean Community) a souligné : « Il est impossible d'exagérer l'impact dévastateur que les réductions de prix et la durée proposée par la Commission auront sur les pays ACP. Concernant les ACP, la réforme proposée est trop rapide, trop profonde et trop précoce. Dans ces conditions, les industries du sucre dans plusieurs pays seront simplement incapables de survivre, tandis que dans d'autres pays

(suite à la page 22)

Différend sur le sucre : après la décision de l'organe... (suite de la page 21)

producteurs, la soi-disant réforme va inévitablement conduire à de graves compressions avec des conséquences socio-économiques désastreuses. »

Des responsables des pays affectés estiment que les réformes proposées sont désastreuses et mettraient des économies vulnérables et des centaines de milliers d'emplois en danger. Les ministres des ACP ont indiqué que les réformes signifieraient des pertes de quelque 400 millions d'euros (487,6 millions de dollars) par an pour leurs pays, au moment où le revenu par tête d'habitant dans certains Etats ACP est estimé à moins de deux euros (2,4 dollars) par jour. Keith D. Knight, le ministre jamaïcain des Affaires étrangères, a indiqué que le secteur sucrier de son île pourrait perdre jusqu'à 74 millions d'euros (90 millions de dollars) si le prix de l'UE tombe à 373 euros (451,5 dollars) par tonne. «Ce que nous voulons de tout cœur éviter, c'est une répétition des erreurs passées dans les secteurs de la banane, du rhum et du cacao, où des programmes de soutien financier de l'UE ont produit très peu ou pas du tout d'effet. Ce dont nous avons besoin, c'est des fonds commerciaux réservés qui atteindront le producteur sur le terrain», a-t-il ajouté.

C'est pourquoi aussi bien le groupe de pays ACP que le groupe PMA demandent aux Etats membres de rejeter la proposition de la commission pour ce qu'ils appellent des «réductions rapides et brutales du prix du sucre sur une courte période de temps» et de faire pression pour des réductions de prix beaucoup «moins drastiques» qui seront graduellement introduites sur une période de huit ans à partir de 2008. Ils ajoutent que ces réductions de prix devraient être accompagnées de mesures pour supporter la restructuration et la modernisation des industries sucrières des ACP.

Ministres du commerce de l'Union africaine (suite de la page 13)

et un traitement spécial et différencié précis, efficace et opérationnel soient pris en compte. En fin, les ministres conditionnent la mise en œuvre par les pays en développement et les PMA de tout engagement à la fourniture d'une assistance technique et d'un soutien financier et technique performant, effectif et durable.

Déclaration courageuse sur les APE

Pour la première fois depuis le lancement de la négociation des APE, les ministres du commerce de l'UA se sont penchés sur ce processus de négociation, voisin de celui de l'OMC et fortement articulé à lui, pour adopter des positions communes. La déclaration issue de leur travaux aborde 10 sujets majeurs sur lesquels les ministres ont voulu prendre des positions politiques fortes et cohérentes : APE comme outil de développement ; intégration régionale et APE ; rapidité des négociations ; rôle de la commission de l'UA dans la coordination de la négociation des APE ; asymétrie et flexibilité dans les APE ; obstacles à l'accès aux marchés et constitution des capacités ; thèmes de Singapour ; droits de propriété intellectuelle ; articulation et cohérence entre les négociations multilatérales, régionales et bilatérales ; collaboration entre la commission de l'UA et d'autres organisations pertinentes dans des travaux supplémentaires.

Si une partie de ces sujets a pu faire l'objet de positions consensuelles assez aisément, le statut des thèmes de Singapour dans les APE a été une pomme de discorde qui a fait l'objet de beaucoup de

divergence de vues entre les pays et entre ceux-ci et les organisations de la société civile. Pour d'aucuns, puisqu'à l'OMC les pays, y compris les pays africains, ont décidé de négocier la facilitation des échanges et de rejeter les trois autres sujets hors du programme de Doha, il est plus cohérent d'en faire de même dans les APE pour éviter que les positions prises dans un processus ne soient en contradiction avec l'autre. Au bout du compte, la recherche d'une cohérence d'ensemble, maître-mot dans tous les processus dans lesquels les pays africains sont impliqués, a amené les ministres à déclarer qu'en dehors de la facilitation des échanges, l'investissement, la concurrence comme les marchés publics devraient rester hors de l'agenda de Doha et des APE.

Ainsi pour garantir cette cohérence, les ministres ont donné instruction à la commission de l'UA pour mettre sur pied de mécanismes de coordination avec pour mission de collecter et d'échanger l'information sur les APE entre les communautés économiques régionales (CER), ainsi que l'identification des domaines d'intérêt commun. La commission de l'UA pourrait pour ce faire poursuivre le mandat que lui a assigné le sommet des Chefs d'Etat ACP de Maputo en juillet 2003.

Sources : notes ENDA.

Dialogue régional sur l'articulation entre... (suite de la page 14)

par le professeur Olawale Ogunkola de l'université d'Ibadan au Nigéria, le statut des accords commerciaux régionaux portée et implications assortis des positions de négociations autour des ACR présenté par El Hadji Diouf de ICTSD à Genève, enfin l'APE entre l'UE et l'Afrique de l'ouest : son contenu et son processus de négociation présenté par Gilles Oumpatin, Directeur des politiques commerciales de la CEDEAO en liaison avec Alain Bocco Directeur du commerce de l'UEMOA. Il ressort des discussions consécutives aux différentes communications qui ont été toutes appréciées tant pour leur densité que pour la pertinence des informations fournies ce qui suit.

Les pays africains membres du groupe ACP sont depuis quelques années engagés dans plusieurs processus de libéralisation de leurs économies à plusieurs niveaux : au niveau unilatéral ou national dans le cadre des PAS édicté par les institutions de Bretton Woods, au niveau régional dans le contexte de leur volonté d'intégration régionale et des engagements souscrit au sein des différents groupements régionaux, au niveau inter-régional au titre de l'article 37 de l'accord de Cotonou et de la perspective de négocier un APE et enfin au niveau multilatéral dans le cadre de la mise en œuvre des engagements pris à l'OMC et de leurs participations aux différents cycles de négociation.

Les communications et discussions ont mis en exergue les difficultés de la construction ou de l'élaboration et de mise en cohérence de ces différents processus de négociation quelques fois contradictoire en vu d'une articulation efficace susceptible de préserver les intérêts des pays africains. Il en résulte pour tous que l'imbriication des différents processus de libéralisation en particulier au niveau régional, inter-régional et multilatéral est telle qu'il importe d'avoir une approche globale de la libéralisation.

Le maître mot de cette approche de l'avis de tous est la cohérence. La cohérence des démarches au niveau national, régional, tant

dans la gestion institutionnel de la libéralisation que des stratégies politiques. Cet exigence de cohérence devra permettre non seulement de mieux apprécier l'impact macro économique, micro économique et sectoriel des mesures de libéralisation, mais aussi de gagner en efficacité. Il ressort aussi des communications et des discussions au niveau de l'UE et au niveau de l'OMC vont aussi entraîner des conséquences et des coûts d'ajustements dont l'ampleur sera fonction de l'état de non préparation et ou du rythme du processus de libéralisation d'où la nécessité de répartir dans le temps les programmes et les coûts de la libéralisation en raison de la fragilité des pays africains.

L'analyse à la fois systémique et dynamique de l'évolution historique du cadre juridique du système multilatéral du commerce depuis 1947 à l'avènement l'OMC a révélé que du marginal, la participation des pays africains dans le commerce multilatéral devient progressive avec ce que cela comporte comme contrainte pour ceux-ci qui ont longtemps bénéficié de préférences dans le cadre du régime de Lomé, systèmes dérogatoires de la clause de la nation la plus favorisée et des dispositions de l'article 24 du GATT.

Tous les participants se sont accordé sur la nécessité d'une clarification de l'article 24 du GATT relativement à la notion de période transitoire et au champs de couverture de la libéralisation des échanges entre les deux parties à un accord de coopération régional. Les parties ont même envisagé d'en faire un élément de négociation politique.

Au delà de la présentation de la structure régionale des négociations, il a été mis en évidence la délicate coexistence de deux statuts : les PMA et les non PMA au sein d'une même région en processus d'intégration ; ce qui risque de générer des coûts d'ajustement et de fragiliser le processus d'intégration si la stratégie politique du choix n'est pas faite de façon consciente.

En outre les participants ont énoncé un principe de base qui affirme que l'APE qui s'identifie à un accord de libre échange suppose que les parties contractantes constituent préalablement des unions douanières ; ce qui n'est pas le cas de l'Afrique de l'ouest à travers la CEDEAO élargie à la Mauritanie. Il en résulte la nécessité d'accélérer les réformes au sein de la CEDEAO à défaut renoncer aux négociations en cours dans la perspective de la construction et de la consolidation de l'union douanière en Afrique de l'Ouest afin que les négociations de l'APE se déroulent entre partenaires quasi égaux.

En outre tous les participants ont stigmatisé la période transitoire de 12 ans jugée insuffisante pour les ajustements nécessaires avant la libéralisation effective à l'horizon 2012. Enfin il a été indiqué que l'Afrique de l'Ouest regorgé de compétences et d'actifs humains peu utilisés au fait du système multilatéral du commerce et la justification de la création d'une banque de données de compétence à été relevée et adoptée.

Au total, les participants ont interpellés les négociateurs institutionnels et nationaux de l'Afrique de l'ouest afin que les intérêts des populations soient pris en compte mais aussi et surtout les intérêts des PMA tout en insistant sur les appuis financiers compensatoires de l'UE en raison de l'érosion voire la suppression des préférences et des appuis en vu d'un renforcement des capacités institutionnelles et individuelles pour être mieux au fait des règles des procédures et des mécanismes du système commercial multilatéral.

PASSERELLES

entre le commerce et le développement durable

BRIDGES/PASSERELLES/PUENTES/BRÜCKEN

visent à fournir des informations et des analyses sur les relations entre le commerce et le développement durable afin de favoriser la participation d'un nombre croissant d'acteurs dans les débats internationaux. ICTSD et ses partenaires remercient la John D. et Catherine T. MacArthur Foundation pour l'appui qu'elle fournit à la publication de Passerelles et de Puentes.



enda tiers-monde

PASSERELLES entre le commerce et le développement durable est publiée tous les deux mois par ENDA Tiers-Monde et ICTSD.

Responsable de publication : Taoufik Ben Abdallah
Rédaction : Cheikh Tidiane Dièye et El Hadj Abdourahmane Diouf

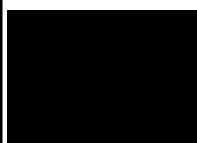
Montage : Noma Camara
Diffusion : Rokhayatou Ndiaye Méguida
Adresse : B.P. 3370 Dakar, Sénégal
Tél : (221) 821-70-37
Fax : (221) 822-26-95
E-mail : syspro2@enda.sn
Web : http://www.enda.sn



International Centre for Trade and Sustainable Development

BRIDGES Between Trade and Sustainable development est publié mensuellement par le Centre international pour le commerce et le développement durable.

Directeur Exécutif : Ricardo Meléndez-Ortiz
Editrice : Anja Halle
Tél : (41-22) 917-8492
Fax : (41-22) 917-8093
E-mail : ictsd@ictsd.ch
Web : http://www.ictsd.org



PUENTES Entre el Comercio y el Desarrollo Sostenible, est publiée tous les deux mois pour Centro de Internacional de Política Económica de l'Université Nationale de Costa Rica, Fundación Futuro Latinoamericano et ICTSD.

Coordinateurs : Carlos Murillo, Eduardo Escobedo
Rédaction : Marijke Hallo, Carlos Pomareda, Eduardo Escobedo
Tél : (506) 263 4550
Fax : (506) 263 4540
E-mail : puentes@ictsd.ch



BRÜCKEN zwischen Handel und zukunftsfähiger Entwicklung, l'édition allemande de *BRIDGES* est publiée tous les deux mois en collaboration avec Germanwatch.

Coordinateur : Rainer Engels
Editrice : Martina Schaub
Tél : (49-228) 60492-0
Fax : (49-228) 60492-19
E-mail : tradewatch@germanwatch.org
Web : http://www.germanwatch.org

Les opinions exprimées dans les articles signés de *PASSERELLES*, *BRIDGES*, *PUENTES* et *BRÜCKEN* sont celles de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles d'ENDA, d'ICTSD, de la Fundación Futuro Latinoamericano et de GERMANWATCH. Des extraits de ces articles peuvent être utilisés dans un but non commercial à condition d'en citer l'origine et les auteurs.

PASSERELLES synthèse mensuelle

Pour vous abonner à la revue Passerelles ou au bulletin électronique Passerelles synthèse mensuelle sur le commerce et le développement, envoyez un courrier électronique à : syspro2@enda.sn ou à achardonnens@ictsd.ch. Dans le corps du texte écrivez inscription à Passerelles. La revue et le bulletin électronique sont aussi disponibles sur le site internet de ICTSD.

Publications

CNUCED, **Rapport sur le commerce et le développement (TDR)**
Le rapport sur le commerce analyse les tendances économiques et les principales questions d'orientation présentant un intérêt international et formule des suggestions pour traiter ces questions à différents niveaux.

CNUCED, **Rapport sur l'investissement dans le monde 2004.**
Le Rapport sur l'investissement dans le monde 2004 traite des courants d'investissements étrangers directs (IED) et examine les changements en faveur des activités de services, en portant une attention particulière aux services extraterritoriaux.

CNUCED, **Développement en Afrique.** La série intitulée Développement économique en Afrique analyse certains aspects des problèmes de développement que connaît ce continent et les grands choix d'orientation qui s'offrent aux pays africains.

CNUCED, **Les pays les moins avancés.** L'édition 2004 du rapport sur les pays les moins avancés examine la relation entre le commerce international et la pauvreté dans les pays les moins avancés et identifie les politiques nationales et internationales qui peuvent faire du commerce un mécanisme plus efficace dans la lutte contre la pauvreté dans ces pays

COMMISSION DE L'UEMOA, **Rapport d'activité 2004 de la commission de l'UEMOA**, www.uemoa.int

COMMISSION DE L'UEMOA, **Rapport sur la convergence des économies nationales au sein de la zone franc.** www.uemoa.int

COMMISSION DE L'UEMOA, **Rapport d'exécution de la surveillance multilatérale.** www.uemoa.int

JEAN FREDERIC MORIN : **Une réplique du Sud à l'extension du droit des brevets : la biodiversité dans le régime international de la propriété intellectuelle**, In Droit et Société, vol 58, 2004, p. 633-655. www.iddri.org

OMC, Texte de l'« **ensemble des résultats de juillet** » - décisions finale du conseil général de l'après Cancun, 31 juillet 2004

OMPI, **Le marketing des produits de l'artisanat et des arts visuels** : Le rôle de la propriété intellectuelle http://www.wipo.int/ebookshop?lang=fr&cmd=display_pub&cat_id=1200

OMPI, **Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et règlement d'exécution.** http://www.wipo.int/ebookshop?lang=fr&cmd=display_pub&cat_id=1062 Comprendre le texte du règlement d'exécution en vigueur le 1er janvier 2004.

Ubrifrance et Credit Risk International, **10 ans d'inflation dans l'UEMOA**, www.uemoa.int: Dettes et ratios financiers des pays de la zone franc, Credit Risk International www.uemoa.int

Thierry Hommel ; **Stratégies des firmes industrielles et contestation sociale**, Coll. Indisciplines. Cemagref, Cirad, Ifremer. www.iddri.org

Evénements

8-10 juillet 2005, Rethymno, Crete, Greece, conférence internationale sur l'économie de l'eau, les statistiques et les finances
Contact: Konstantinos Tsagarakis - Email: iwa@econ.soc.uoc.gr - WebSite: http://www.unesco.org/water/water_events/Detailed/

18-20 juillet 2005, Fana, Mali, Coalitions des Alternatives Dette et Développement (CAD), 4^{ème} Edition du Forum des Peuples - Contre-sommet africain au G8. Contact : <http://www.forumdespeup...> ou e mail contact@forumdespeup...

11-16 juillet, Niamey, Niger, Commission de l'UEMOA, Atelier régional pour l'examen des projets de textes sur l'harmonisation des législations pharmaceutiques vétérinaires, sur le Comité vétérinaire de l'UEMOA et du rapport d'audit des laboratoires de contrôle de qualité. Contact : Issoufou Daré, Directeur des ressources Animales (DDRE / Comm. UEMOA; issoufou.dare@uemoa...) ou Eric Lunel, CT Direction de l'Élevage au Sénégal (cons.direl@sentoo.sn)

18-20 juillet, Dakar, Sénégal, 3^{ème} Forum Economique et Commercial de l'AGOA Contact : Cheikh Saadbouh Seck, Directeur du Commerce Extérieur - Sénégal (scheikhsaadbouh@hotmail.com ...)

18-20 juillet, Praia, Cap Vert, FAO et Infopêche. Atelier régional sur l'impact des accords OMC dans les pêcheries en Afrique de l'Ouest. Contact : Dr Amadou Tall, Directeur Infopêche (tall@africaonline.co...)

21-22 juillet, Accra, Ghana, Cornell University, The Institute of Statistical, Social and Economic Research (ISSER-University of Ghana) and the Africa Region of the World Bank, International Conference on Shared Growth in Africa - Contact : isser@ug.edu.gh

18-23 juillet, Tours, France, XXV IUSSP, Conférence internationale sur la population Contact: IUSSP. Telephone: 33-1-56-06-21-73. Fax: 33-1-56-06-22-04. Email: iussp@iussp.org. Web Site: <http://www.iussp.org/France2005/index.php>

19-21 juillet, New York, US, conférence mondiale sur l'éducation à la prévention: le partenariat avec la société civile pour prévenir les conflits et construire la paix Contact: International Secretariat, European Centre for Conflict Prevention Telephone: 31-30-242-7777. Fax: 31-30-236-9268. Email: info@conflict-prevention.net Web Site: <http://www.gppac.net/>

26-29 juillet, Aichi, Japon, Sommet mondial des jeunes pour l'environnement. Contact: Comité d'organisation Telephone: 81-52-954-6238. Fax: 81-52-961-4901. Email: info@children-summit.jp Web Site: <http://www.children-summit.jp>

8-20 Août, Y.C. James Yen Center, Silang, Cavite, Philippines, cours de formation sur le management du développement et des changements sociaux et organisationnels Contact: Training Associate, Education and Training Program, Regional Center for Asia, International Téléphone: 63-46-414-2417. Fax: 63-46-414-2417 local 2. Email: Education&Training@iirr.org. Web Site: <http://www.iirr.org>

10-13 Août, Kottayam, India, conférence internationale sur les sciences et la technologie pour le développement durable Contact: The General Coordinator Telephone: +91-481-2420025. Fax: +91-481-2401472. Email: mail@conferencesbc.org. Web Site: www.conferencesbc.org